

● LES APPELANT À TROUVER DES RESSOURCES " POUR SURVIVRE "

Le ministre de la Communication annonce la création d'un Fonds d'aide aux médias

(P5)



LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

● SALON INTERNATIONAL DES TRANSPORTS ET DE LA LOGISTIQUE

Zaâlane donne le coup d'envoi de la 5^{ème} édition

(P24)

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE D'ALGÉRIE MOHAMED LOUKAL À L'APN :

“La valeur du dinar a reculé de plus de 15% par rapport à l'euro en 2017”



Le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Loukal, a indiqué que le taux de change de la monnaie nationale a reculé de 15,36 % par rapport à la monnaie européenne (euro) en 2017 contre une croissance de 0,59% en 2016. Lors de son intervention devant l'Assemblée populaire nationale, le Gouverneur de la Banque d'Algérie a bien expliqué qu' "En réalité, ce n'est pas la valeur du dinar qui a baissé mais c'est l'euro qui a fortement progressé face au dollar en 2017".

(Lire en Page 4)

● SONATRACH

Des indices positifs sur une nouvelle découverte d'hydrocarbures au Niger

(P3)

● L'AMBASSADEUR DE FRANCE EN ALGÉRIE ASSURE :

"Le dossier mémoriel avance"

(P5)

ATTENTAT DE STOCKHOLM

L'accusé plaide coupable à l'ouverture du procès



L'auteur présumé de l'attentat au camion-bélier qui a fait cinq morts en avril 2017 à Stockholm, un demandeur d'asile ouzbek radicalisé, a plaidé coupable d'acte terroriste mardi à l'ouverture de son procès.

Rakhmat Akilov "a volé le camion et l'a conduit" en le lançant sur les passants d'une grande rue piétonne commerçante de la capitale suédoise le 7 avril 2017, a déclaré son avocat, Johan Eriksson.

Trois Suédoises dont une fillette de 11 ans, ainsi qu'un Britannique de 41 ans et une Belge de 31 ans avaient été tués et dix autres passants blessés.

"Il a tué cinq personnes et en a blessé physiquement dix autres" dans le dessein "de contraindre la Suède à suspendre sa participation à la coalition contre l'Etat islamique", a ajouté l'avocat, précisant que son client acceptait d'être condamné à la prison à vie puis expulsé, comme le demandera le ministère public.

Rakhmat Akilov avait prêté allégeance au groupe État islamique (EI) la veille de la tragédie, mais l'organisation jihadiste n'a jamais émis de revendication.

Seul mis en cause par la justice suédoise à ce stade, il avait eu de multiples contacts téléphoniques, sur des messageries cryptées, avant, pendant et après l'attentat avec des personnes non identifiées.

L'accusation a présenté mardi la liste de ces conversations via les services WhatsApp, Telegram, Facebook et Zello, retrouvées sur ses téléphones portables.

Sur 209 échanges, 16 sont directement "intéressants" selon le ministère public, en particulier sur Zello où Rakhmat Akilov a joint des interlocuteurs utilisant des pseudonymes (Muovia Regari, Abu Aisha, Muhammad, Abu Fotima, etc) dans le cadre d'un forum intitulé "Voie vers le califat islamique".

A plusieurs de ces interlocuteurs, l'accusé avait expliqué vouloir "écraser des infidèles".

INVENTION

Mongee, des bananes qui se mangent avec la peau



L'entreprise japonaise D&T Farms est le 'créateur' de ces bananes avec une peau comestible. Elle leur a donné le nom de "Mongee" qui se prononce "mon-gay". Un porte-parole de D&T a déclaré au micro de NY Post que le responsable du développement technique de l'entreprise, Setsuzo Tanaka, a conçu cette banane.

Pour enlever l'amertume de la peau de cette banane, l'entreprise a fait des recherches et a découvert que le secret se cache dans sa plantation. En effet, les agronomes de l'entreprise ont eu l'idée de faire pousser des bananiers dans un endroit à -59 °C. Ensuite, ils les ont décongelés puis replantés. Étonnement, les fruits ont grandi rapidement et leur peau ressemblait à une feuille de laitue. D&T a communiqué sur son site internet que la peau de cette banane est remplie de vitamine B6, de tryptophane et de magnésium ainsi que d'un acide aminé, très utile pour les hommes. D'après les journalistes de RocketNews24 qui ont pu goûter ces bananes, la peau n'a pas de saveur, par contre la chair a un goût fort et exotique comme un ananas. Mais attention, pour profiter de la saveur de ces bananes, elles doivent être bien mûres, avec des points noirs sur la peau. La banane est vendue à 5 euros la pièce. Elle n'est commercialisée qu'à Tenmaya Okayama, entre Osaka et Hiroshima, pour le moment.

IRAN

La famille d'un écologiste mort en prison demande une autopsie

L'a famille d'un universitaire et écologiste irano-canadien mort en prison a demandé une autopsie, a annoncé mardi son avocat, rejetant des déclarations de responsables selon lesquels elle avait admis son "suicide".

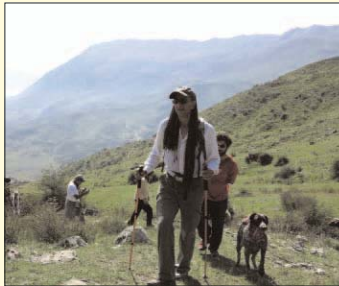
Universitaire et écologiste irano-canadien de 63 ans, Kavous Seyed Emami était le directeur de la Fondation pour la faune persane, qui œuvre à la protection des espèces menacées en Iran.

Il avait été arrêté le 24 janvier et sa famille a été informée vendredi de son "suicide" en prison.

"La famille (de Seyed Emami) a soumis une demande en vue d'une autopsie", a annoncé son avocat Arash Keikhosravi au journal réformateur Shargh.

Le procureur de Téhéran, Abbas Jafari-Dolatabadi, a confirmé dimanche la mort de l'universitaire. "Il s'est malheureusement suicidé en prison", a-t-il indiqué à l'agence Ilna.

Lundi, le chef de la Commission pour la politique étrangère et la sécurité nationale du Parlement, Alaeddine Bouroujerdi, avait indiqué que la famille de Seyed Emami avait visionné un film à partir de sa cellule et admis les explications officielles sur son "suicide".



"Dans ce film, on voit Seyed Emami enlever sa chemise et se préparer à se donner la mort" a dit M. Bouroujerdi. Mais l'avocat de la famille a indiqué au journal Shargh qu'il ne pouvait confirmer les propos du parlementaire iranien et qu'il n'existait pas "suffisamment de preuves" sur un suicide de l'universitaire. Ramin, le fils de Seyed Emami, a indiqué quand à lui sur Instagram que la famille avait déposé une plainte sur la mort de son père. Selon Ramin, un musicien réputé, la famille devait recevoir le corps mardi et des funérailles sont prévues dans le village d'Ammameh, à 40 km au nord de Téhéran.

ÉTATS-UNIS

Une autoroute disparaît dans le sol...



Un morceau d'autoroute s'est effondré dans la ville américaine de Fairfax, dans l'État de Virginie. La portion d'autoroute concernée est maintenant fermée à la circulation.

Le 10 février, une autoroute s'est effondrée sur plusieurs dizaines de mètres à Fairfax, rapporte la chaîne ABC News.

L'affaissement fait environ 30 mètres de longueur et 7,5 mètres de largeur. Les autorités municipales se sont déjà engagées à résoudre le problème dans les plus brefs délais. Il n'y aurait eu ni victimes ni dommages majeurs.

...N'arrivant pas à démarrer une voiture qu'il venait de voler, il sollicite la propriétaire

Dans l'État américain du Minnesota, un voleur n'a pas réussi à démarrer la voiture qu'il ciblait et a appelé sa propriétaire pour demander son aide.

Edward Leroy Wilson, un Américain de 37 ans, a volé une Jeep Grand Cherokee garée devant un supermarché local. Sa propriétaire, dont le nom n'a pas été mentionné, a laissé le moteur tourner et est partie faire des courses. Or, à son retour, son véhicule avait disparu, relate le site USA Today.

Deux heures après, une femme lui a téléphoné et a expliqué qu'un inconnu lui posait des questions au sujet de la voiture. Puis il s'est adressé directement à elle et a déclaré s'appeler Wayne Hennen et qu'il était employé d'un centre de remplacement de pare-brise.

Le voleur a affirmé avoir garé la voiture, mais que n'ayant pas réussi à la faire démarrer, il sollicite son aide.

Grâce à cet appel, la police est parvenue à interpellé le voleur du dimanche.

SANTÉ

Manger moins vite fait perdre du poids

Manger moins vite a tendance à faire perdre du poids, selon une étude japonaise publiée mardi, effectuée sur des diabétiques. L'étude, publiée par la revue BMJ Open, et portant sur près de 60.000 personnes, montre un lien entre la vitesse à laquelle les participants déclarent déglutir leur repas et l'évolution du poids.

"Des changements dans la vitesse à laquelle nous mangeons peuvent entraîner des changements dans l'obésité, l'indice de masse corporelle (IMC) et le tour de taille", ont résumé les chercheurs de l'Université de Kyushu.

"Des interventions visant à réduire la vitesse des repas peuvent être efficaces pour prévenir l'obésité", d'après eux. Ils se sont intéressés aux dossiers médicaux, entre 2008 et 2013, de 59.717 personnes atteintes de diabète de type 2, maladie qui résulte bien souvent d'un problème de surpoids. Les personnes disant manger "lentement" (7% d'entre elles) avaient dès le départ un tour de taille moins élevé en moyenne. Seulement 21,5% étaient en surpoids (un IMC supérieur à 25).

Chez les personnes disant manger à une vitesse "normale" (56%) et "vite" (37% d'entre elles), le surpoids était plus fréquent, avec respectivement 36,5% et 44,4%. Et elles avaient un IMC plus élevé. Mais surtout, ceux qui ralentissaient avaient tendance, selon les chercheurs, à perdre du poids. Deux autres conseils alimentaires le permettaient aussi: ne pas manger après le repas du soir, ni dans les deux heures qui précèdent le coucher, toujours selon l'étude japonaise.



SONATRACH

Des indices positifs sur une nouvelle découverte d'hydrocarbures au Niger

Des indices "très positifs" ont été enregistrés récemment par l'entreprise Sonatrach concernant une nouvelle découverte d'hydrocarbures au Niger, a annoncé, lundi à Hassi-Messaoud (900 km au sud d'Alger), le Président-directeur-général (P-dg) du groupe Sonatrach, Adelmoumen Ould Kaddour.

S'exprimant lors d'un point de presse, au terme de sa visite de travail et d'inspection dans la région, M. Ould Kaddour a fait état "d'indices très positifs enregistrés, ces derniers jours, sur une nouvelle découverte d'hydrocarbures, effectuée par Sonatrach, au Niger".

"On a foré et on a trouvé, mais pour l'instant ce n'est pas encore une découverte économique, parce qu'il faut tout une phase d'évolution, malgré cela, les prémisses et les indices sont très positifs", a-t-il précisé.

"L'entreprise est en train de pré-

parer son futur pour savoir où il est possible d'aller dans 10 à 15 ans", a soutenu le P-dg de Sonatrach, en soulignant l'importance du développement de la pétrochimie en Algérie, notamment dans le cadre du partenariat étranger.

"Nous avons rencontré plusieurs entreprises étrangères qui souhaiteraient revenir en Algérie, en vue d'investir dans le domaine des hydrocarbures", sachant que certaines entreprises ont commencé déjà à revenir, a-t-il dit. Et d'ajouter : "l'Algérie, qui a passé une période terrible, est devenue un pays stable et la sécurité est là, grâce au travail du président de la République".

La chose importante, a-t-il dit, est de faire passer un message clair que "l'Algérie est un pays sérieux, un pays debout qui dispose de diverses capacités et potentialités, infrastructures, ressources humaines et logistiques, susceptibles de répondre aux

besoins de nos partenaires", a-t-il conclu.

... MISE EN SERVICE D'UNE NOUVELLE STATION DE POMPAGE GPL

Par ailleurs, M. Ould Kaddour, a procédé lundi à l'inauguration d'une station de pompage GPL implantée dans la zone de Haoud El-Hamra, près de Hassi-Messaoud (900 km sud d'Alger). Cette nouvelle installation, dont la concrétisation fait partie du système de transport par canalisation (STC) doté d'une capacité de 10,2 tonnes/an, a pour objectif de répondre à l'augmentation des quantités supplémentaires de GPL des champs du Sud et de sécuriser les installations de cette chaîne menant vers Arzew, a-t-on expliqué.

Lors de sa tournée à Haoud El-Hamra, le P-dg de Sonatrach a visité aussi un projet de la réalisation d'une station de pompage,



dont les travaux, confiés à une entreprise chinoise, enregistrent un avancement physique de 59,7%, selon les explications fournies sur place. Ce projet vise à assurer l'évacuation de la production de pétrole brut depuis le centre de stockage de Haoud El-Hamra jusqu'au terminal marin de Béjaïa, tout en sécurisant l'alimentation de la région centre en pétrole, notamment la raffinerie d'Alger ainsi que la future raffinerie de Biskra et l'exportation à partir de Béjaïa, selon sa fiche technique.

M. Ould Kaddour a inspecté, en outre, le chantier de revamping

et réalisation d'un nouveau système de production au niveau des unités satellites Sud à Hassi-Messaoud, avant d'assister à une présentation d'un projet dit "Field Management Integrated" (FMIS), dont la réception provisoire est prévue à la fin de l'année en cours.

Le FMIS permettra d'améliorer et d'augmenter la production du champ de Hassi-Messaoud grâce à la modélisation du système de production intégrée (puits, réseau de collecte et satellites) en temps réel par la surveillance des paramètres de production par la télémetrie.

Nesrine M.

ENERGIES RENOUVELABLES

Les distributeurs d'équipements veulent se lancer dans la production locale

Plusieurs distributeurs d'équipements et fournisseurs électriques, rencontrés lors du Salon de l'électricité et des énergies renouvelables (SEER) qui s'est ouvert lundi à Alger, envisagent de se lancer dans la fabrication locale de leurs produits.

Ces distributeurs, purs importateurs jusque-là, veulent monter des usines de fabrication en Algérie, en partenariat avec leurs fournisseurs étrangers, afin de profiter des opportunités offertes grâce aux programmes "promoteurs" de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables, lancés par les pouvoirs publics.

Ainsi, l'entreprise Iris.JC.Ind compte ouvrir son usine de lampes économiques LED (lampe à diode électroluminescente), connues pour leur consommation électrique faible et leur durée de vie plus longue.

La première lampe sortira de cette usine dans six (6) mois, avec un taux d'intégration nationale de 20% qui augmentera progressivement à 80% sur cinq (5) ans, selon les explications du P-dg de l'entreprise, Mourad Louadah. Il s'agit d'un projet monté avec le partenaire technique TAG Corporation, un groupe indien spécialisé dans la fabrication des supports électriques, précise le responsable de cette entreprise dédiée initialement à la logistique industrielle et à la distribution de fournitures électriques, mais qui se tourne vers l'industrie énergétique, vu les potentialités de ce secteur.

Iris.JC.Ind va, par ailleurs, assurer l'équipement et l'installation de 2.000 chauffe-eau solaires, dans le cadre de la première phase du programme nationale de l'efficacité énergétique (PNEE) chapeauté par l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (Aprue). Interrogé sur les conditions du développement

de la production nationale dans le domaine des équipements énergétiques, M. Louadah a souligné la nécessité de créer un écosystème capable de prendre en charge les différents éléments de cette filière dans toutes ses dimensions organisationnelle, technique, économique et financière.

Il a appelé, dans ce sens, à encourager davantage les investisseurs dans cette industrie, à revoir le système des subventions à la consommation énergétique et à interdire la convertibilité de la monnaie nationale pour les projets réalisés dans ce secteur, afin qu'elle puisse générer de la valeur ajoutée pour l'économie nationale.

De son côté, l'entreprise Time Smart Energy, négocie avec un partenaire néerlandais, la réalisation d'une usine de fabrication d'onduleurs et régulateurs électriques pour l'énergie solaire. Ces équipements sont les composants clés, avec les panneaux et batteries, dans un système photovoltaïque.

Selon la gérante de l'entreprise, Djamilia Salem, ce genre de projet permettra le transfert du savoir-faire dans ce domaine pointu et de faciliter le déploiement à grande échelle des énergies renouvelables en Algérie. Toutefois, les efforts d'investissement dans ce domaine doivent être accompagnés d'une meilleure formation, une vulgarisation des pratiques notamment à travers l'intégration de la culture des énergies renouvelables dans le système éducatif.

L'entreprise Global Réalisation, distributeur de groupes électrogènes, envisage de lancer son usine de fabrication en collaboration technique avec son fournisseur espagnol Himoinso.

"Les négociations sont à un stade très avancé", affirme un représentant de Global Réalisation, soulignant que cet investisse-

ment sera réalisé avec les fonds propres de l'entreprise avec l'aide du financement bancaire. Onelec, spécialiste de la distribution des équipements d'éclairage, veut, lui aussi, convertir son activité d'importation en activité de production. A ce titre, il examine actuellement avec un fabricant italien un projet de création d'une usine de lampe LED.

Organisé sur une surface de 3.200 m², le Salon de l'électricité et des énergies renouvelables (SEER) regroupe près de 70 opérateurs du secteur énergétique : fabricants d'équipements, distributeurs, installateurs, bureaux d'études, organismes d'essais et de certifications, centres de recherches et clubs scientifiques des universités algériennes.

Son objectif est de mettre en relation ces différents opérateurs, de créer des opportunités d'affaires entre eux, de mettre en avant le potentiel productif algérien, selon les organisateurs.

Le salon vise également à faire découvrir au plus grand nombre, les nouveautés en matière d'équipements électriques domestiques et sensibiliser le consommateur aux solutions énergétiques alternatives.

"Cet événement, étant orienté sur l'électricité en général, donne aussi une importance capitale aux énergies renouvelables qui sont d'actualité, notamment avec le lancement d'un programme national visant à atteindre, à l'horizon 2030, une part de 27% de la production électrique de sources renouvelables", note un responsable de l'organisation.

Plusieurs ateliers et conférences thématiques autour des enjeux énergétiques seront organisés dans le cadre du salon, afin d'enrichir l'échange et le savoir-faire entre professionnels du secteur.

R. N.

LA CONJONCTURE

de Nabil Benbachir

Le même constat et les mêmes remèdes ?

Dans toute économie -ou plutôt dans tout pays-, ce ne sont pas les intérêts apportés à l'économie -ou plutôt aux affaires ; certains disent climat d'affaires- qui vont manquer, tout le temps, éternellement.

Alors que prioriser, les intérêts particuliers, l'intérêt général ou "l'un dans l'autre", possible compromis ? Accélérer le développement comme le disent ceux qui veulent réellement y participer et qui pensent plus particulièrement qu'il est nécessaire que les pouvoirs publics les associent à la définition d'un nouvel ordre interne économique qui consacre le fait que nous sommes encore dans la phase de transition économique ? Accélérer les importations comme le veulent ceux qui ne sont intéressés que par le gain rapide et assuré afin de profiter de la période où existe encore la distribution de la rente avant de réunir les conditions de leur installation ailleurs pour que leur descendance sorte définitivement de la crise ? C'est pratiquement le même constat qui revient constamment à l'ordre du jour, invariablement, pratiquement avec les mêmes mots, les mêmes défis qui "restent" à relever. Les économistes interviennent chacun avec ses idées, chacun avec son modèle, mais, les mêmes problèmes évoqués d'année en année demeurent. De toute façon, les économistes n'y peuvent rien, car ce sont les "politiques" qui décident. Les opérateurs économiques algériens, ceux qui ont conscience que c'est à eux de développer l'économie de leur pays, et non pas ceux qui conçoivent que leur avenir se trouve ailleurs, ou ceux qui exportent frauduleusement les sommes en devises amassées on ne sait trop comment, pensent qu'il est plus que nécessaire que des réformes supplémentaires soient mises en œuvre pour tenir compte de leur capacité à s'adapter aux exigences d'une concurrence internationale. Quand le taux d'exploitation des capacités installées est trop faible, la mondialisation, la récession économique des grandes puissances et leurs implications sur notre pays devraient nous inciter plutôt à nous demander ce que devrait être le modèle économique et social que nous devrions peut-être créer ou en adopter un autre sachant que le modèle libéral tel qu'il fonctionne n'est pas une réussite, pour nous. L'économie de marché est plutôt un abattoir vers lequel nous nous dirigeons, résignés. Mais, y a-t-il une alternative au libéralisme, lequel libéralisme était présenté comme alternative au socialisme ?

N. B.

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE D'ALGÉRIE MOHAMED LOUKAL À L'APN:

“La valeur du dinar a reculé de plus de 15% par rapport à l'euro en 2017”

SYNTHÈSE RÉALISÉE PAR :
SAÏD B.

Le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Loukal, a indiqué que le taux de change de la monnaie nationale a reculé de 15,36 % par rapport à la monnaie européenne (euro) en 2017 contre une croissance de 0,59% en 2016. Lors de son intervention devant l'Assemblée populaire nationale, le Gouverneur de la Banque d'Algérie a bien expliqué qu' "En réalité, ce n'est pas la valeur du dinar qui a baissé mais c'est l'euro qui a fortement progressé face au dollar en 2017".

M. Loukal ajoute quelques détails en précisant qu'en 2017, la masse monétaire est restée quasi-stable avant d'ajouter que les baisses du taux de change du dinar constatées depuis juillet 2017 ont eu un impact marginal sur l'inflation puisque les importations ne représentent que 25% dans le calcul de son taux alors que l'inflation dans les pays partenaires a été beaucoup plus faible qu'en Algérie. Quant à la hausse de la TVA, introduite en 2017, elle a été trop modeste pour influencer sur l'inflation, a-t-il noté.

Il est vrai qu'après une certaine stabilité du taux de change du dinar par rapport à l'euro et au dollar durant les neuf premiers mois de 2017, ce taux de change a reculé de 4,74% face au dollar et de 7,69% face à l'euro entre juin et septembre 2017.

D'autre part et abordant les réserves de change de l'Algérie, le Gouverneur de la Banque d'Algérie a annoncé qu'elles sont établies à 97,3 milliards de dollars à la fin décembre 2017.

Les réserves de change étaient à 114,1 milliards de dollars à la fin décembre 2016, ce qui donne une baisse du matelas de devises de l'ordre de 16,8 milliards de dollars (mds usd) entre fin décembre 2016 et fin décembre 2017. Là, il est utile de rappeler que le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, avait

indiqué en octobre dernier que les réserves de change devraient s'établir à 85,2 mds usd à fin 2018 (l'équivalent de 18,8 mois d'importations), et à 79,7 mds usd en 2019 (18,4 mois d'importations) avant d'atteindre 76,2 mds usd en 2020 (17,8 mois d'importations).

Lors de la présentation en plénière de la situation financière et économique du pays devant l'Assemblée populaire nationale, M. Loukal a noté donc que les réserves de change qui ont reculé de 16,8 milliards (mds) de dollars en 2017 passant de 114,1 mds de dollars à fin 2016 à 97,3 mds de dollars à fin 2017, avant d'expliquer que cette baisse trouve son explication dans la "baisse effective de la balance des paiements" mais aussi par "les variations des taux de change du dollar et de l'euro". Pour lui, cette baisse des réserves "réduit la marge de résistance aux chocs externes et rend nécessaire une consolidation des efforts pour accroître l'offre locale", a-t-il écrit.

LES CRÉDITS À L'ÉCONOMIE EN HAUSSE
Par ailleurs, le Gouverneur de la Banque d'Algérie a indiqué que les crédits à l'économie ont progressé de 12,3 % en 2017 par rapport à 2016, passant à 8.883 milliards de DA.

Ce qui représente une hausse de 973 milliards (mds) de DA par rapport à l'encours des crédits à fin 2016, a-t-il précisé lors de la présentation du rapport sur les évolutions financières et monétaires en 2016 et en 2017.

Les crédits accordés au secteur public ont représenté 48,6% du total des crédits accordés avec un encours de 4.237,4 mds de DA (+7,22%) tandis que 51,4% de ces crédits ont été alloués au secteur privé (4.426,3 mds de DA, +11,86%) et dont 7,4% accordés aux ménages.

Il a noté que 74,5% des crédits accordés sont des crédits à moyen ou à long terme.

De là à évoquer la liquidité bancaire, le pas est bien franchi par M. Loukal qui indique que le niveau de la liquidité bancaire, qui a reculé de 821 mds de DA à fin 2016 et à 512 mds de DA à la fin septembre 2017. Il n'a pas non plus hésité à souligner que cette liquidité a augmenté durant le dernier trimestre de l'année pour atteindre 1.400 mds de DA à fin 2017.

Dans la foulée, le Gouverneur de la Banque d'Algérie a rappelé que le prix moyen du baril de pétrole algérien est passé de 45 dollars en 2016 à 53,97 dollars en 2017.

L'année 2017 a été également marquée par le retour des opérations de refinancement des banques par la BA, c'est-à-dire les opérations de réescompte et de l'open-market.

Evoquant l'inflation, M. Loukal a annoncé qu'elle a atteint 5,6% en 2017, contre 6,4% en 2016 et 4,8% en 2015. Il a imputé cette progression de l'inflation à "la faiblesse de la concurrence, de l'organisation et du contrôle au

niveau de plusieurs marchés de biens et de services dont certains sont marqués par des situations de monopoles". Car pour lui, tous les déterminants classiques du taux d'inflation ne peuvent expliquer la hausse de l'inflation enregistrée durant l'année écoulée.

Evoquant la structure du réseau bancaire, il a indiqué qu'en 2017, 35 nouvelles agences bancaires ont été agréées.

En 2016, le FRR (Fonds de Régulations des Recettes) avait atteint son seuil légal de 740 mds de DA pour être "complètement vidé en 2017" , a par ailleurs tenu à rappeler M. Loukal.

CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Le Gouverneur de la Banque d'Algérie a annoncé également lors d'une séance plénière à l'APN présidée par Saïd Bouhadja, président de l'Assemblée, consacrée à la présentation du rapport des évolutions financières et monétaires en 2016 et en 2017, que l'économie algérienne a réalisé une croissance de 2,2% en 2017 (contre 3,3% en 2016) en dépit d'un recul important de la cadence de croissance du secteur des hydrocarbures.

"Nous avons enregistré une croissance économique de 2,2% en 2017 en dépit d'un fort recul de la cadence de croissance des hydrocarbures", a-t-il précisé.

Le déficit global de la balance des paiements a été quant à lui de 23,3 milliards de dollars (mds usd) en 2017 contre 26,3 mds usd en 2016, selon lui.

Les exportations des hydrocarbures ont reculé en volume après une hausse de 10,8% en 2016 alors que leur valeur a progressé à 31,6 mds usd à la fin 2017 contre 27,9 mds usd en 2016.

Les exportations hors hydrocarbures ont, de leur côté, reculé à 1,3 md usd contre 1,4 md usd en 2016.

Le total des exportations a ainsi atteint 32,9 mds usd en 2017 contre 29,3 mds usd en 2016.

Les importations ont de leur côté poursuivi leur baisse passant à 48,7 mds usd en 2017 contre 49,7 mds usd en 2016.

À la fin septembre 2017, les recettes budgétaires effectives ont été de 4.740 milliards de DA contre 3.606 mds de DA en septembre 2016, soit une hausse de 21,5%.

Les dépenses budgétaires sont restées quasi-stables à 5.535 mds de DA à septembre 2017. Ainsi, le déficit budgétaire a fortement reculé à 795 mds de DA durant les premiers mois de 2017 contre un déficit budgétaire de 1.567 mds de DA à la même période en 2016, a conclu le Gouverneur de la Banque Algérienne, M. Mohamed Loukal.

MISE EN GARDE FACE AUX CHOCES EXTERNES

Le Gouverneur a par ailleurs mis en garde, contre la baisse de la résilience de l'économie nationale face aux chocs externes. "La forte baisse des réserves de change observée en 2017 réduit



la marge de résilience face aux chocs externes", a-t-il averti en présentant aux députés le rapport sur l'évolution économique et monétaire de l'Algérie en 2016 et 2017.

Cela "rend nécessaire une consolidation des efforts pour accroître l'offre locale de marchandises afin d'assurer la soutenabilité de la balance des paiements à moyen terme et freiner l'érosion des réserves de change", a-t-il préconisé.

Les réserves de change du pays ont reculé de 16,8 milliards (mds) de dollars en 2017 passant de 114,1 mds de dollars à fin 2016 à 97,3 mds de dollars à fin 2017.

Loukal a expliqué cette baisse par à une baisse effective de la balance des paiements mais aussi par "les variations des taux de change du dollar et de l'euro". Il a fait savoir que le taux de change de la monnaie nationale a reculé de 15,36% par rapport à la monnaie européenne en 2017 contre une croissance de 0,59% en 2016.

"En réalité, ce n'est pas la valeur du dinar qui a baissé mais c'est l'euro qui a fortement progressé face au dollar en 2017", a-t-il expliqué aux députés.

L'année 2017 a enregistré une croissance économique de 2,2% en 2017 (contre 3,3% en 2016) en dépit d'un recul important de la cadence de croissance du secteur des hydrocarbures.

Le déficit global de la balance des paiements a été quant à lui de 23,3 mds usd en 2017 contre 26,3 mds usd en 2016.

Le prix moyen du baril de pétrole algérien est passé de 45 dollars en 2016 à 53,97 dollars en 2017. Revenant sur les efforts consentis par la BA ainsi que par les banques de la place pour renforcer le financement de l'économie nationale, M. Loukal a noté que les crédits à l'économie ont progressé de 12,3% en 2017 par rapport à 2016, passant à 8.883 milliards de DA.

Par ailleurs, la masse monétaire circulant hors circuit bancaire a reculé en 2017 par rapport à 2016. "La monnaie fiduciaire en circulation est estimée à environ

4.780 mds de DA dont 1.500 mds de DA à 2.000 mds de DA représentent l'argent thésaurisé des agents économiques", a-t-il précisé.

"Cela montre clairement la nécessité que les banques commerciales introduisent la collecte de ces ressources considérables circulant hors les banques comme étant une priorité", a-t-il encore préconisé.

Il a avancé, à ce propos, que la monnaie circulant hors circuit bancaire a reculé de 105 mds de DA en décembre 2017, à titre d'exemple, et ce, grâce à l'application d'une directive de la BA concernant la domiciliation des importations destinées à la revente en l'état.

Cet argent bancarisé en un mois (105 mds DA) a permis, à lui seul, de faire augmenter les ressources bancaires de 172 mds de DA en décembre 2017, s'est-il réjoui.

Ainsi, le montant de la monnaie fiduciaire a baissé à 4.675 mds de DA à fin 2017 contre 4.780 mds de DA à fin septembre 2016.

Et en dépit d'un recul de 8% des dépôts du secteur des hydrocarbures, les dépôts bancaires ont progressé dans l'ensemble en 2017 pour se situer à 9.602 mds de DA, selon M. Loukal.

Quant à la liquidité bancaire, qui a reculé de 821 mds de DA à fin 2016 à 512 mds de DA à la fin septembre 2017, elle a augmenté durant le dernier trimestre de l'année pour atteindre 1.400 mds de DA à fin 2017.

Revenant sur l'inflation, qui a atteint 5,6% en 2017, contre 6,4% en 2016 et 4,8% en 2015, il a imputé cette progression de l'inflation à "la faiblesse de la concurrence, de l'organisation et du contrôle au niveau de plusieurs marchés de biens et de services dont certains sont marqués par des situations de monopole". "Cela montre clairement la nécessité que les banques commerciales introduisent la collecte de ces ressources considérables circulant hors les banques comme étant une priorité", a-t-il préconisé.

L'AMBASSADEUR DE FRANCE EN ALGÉRIE ASSURE :

“Le dossier mémoriel avance”

L'Ambassadeur de France en Algérie, M. Xavier Driencourt, a considéré, lundi à Constantine, que le dossier mémoriel entre l'Algérie et la France "avance discrètement ou parfois trop discrètement, mais il avance", et ce, lors d'une visite effectuée dans cette ville.



bons partenaires". En ce sens, M. Driencourt qui a rappelé que plusieurs visites d'officiels français ont été effectuées en Algérie, a appelé à agir des deux côtés (français et algérien) pour un "partenariat durable".

L'ambassadeur de France en Algérie a, par ailleurs, évoqué le problème de l'immigration illégale qu'il a qualifié de problème "majeur que tous les pays concernés doivent régler ensemble". Au cours de sa visite à Constantine, le diplomate a visité, entre autres, les trois universités de la wilaya, l'Institut français, le palais du Bey et l'entreprise des tracteurs agricoles (ETRAG), affirmant que Constantine dispose d'un important potentiel en matière de sous-traitance qui intéresse la France.

ESSAIS NUCLÉAIRES DE REGGANE

Mémoire déchirée et avenir compromis. 58 ans après "les crimes atomiques" (essais nucléaires) de Reggane, perpétrés par le colonialisme français, plusieurs

zones autour de cette région saharienne restent encore contaminées. Depuis cette funeste date du 13 février 1960 à nos jours, les populations de Reggane portent encore les séquelles de ces essais et souffrent des aventures insouciantes et destructrices de l'empire colonial français. Depuis, cette zone vierge, paisible et à la nature intacte a été transformée en un espace de désolation où l'environnement, les êtres humains, la faune et la flore ont été à jamais affectés.

L'exposition des populations à la radioactivité n'a, en effet, pas été sans conséquences sur leur état de santé. Les spécialistes ont, en effet, dénombré plusieurs maladies, jusque-là méconnues dans la région, notamment le cancer et la leucémie. L'environnement, lui aussi, n'a pas été épargné. L'exposition des zones oasiennes à la radioactivité, a provoqué un rétrécissement des terres agricoles ainsi qu'une baisse de débit des ressources hydriques souterraines et, dans certains cas le

tarissement de puits. "La région du Tanezrouft, en est un exemple éloquent de cet état de fait, elle qui, après avoir été riche en sites verdoyants très prisés jadis par les caravanes commerciales, est devenue un vaste désert sur des centaines de kilomètres", témoignent les membres de l'association "13 février 1960" de Reggane.

A en croire, les prévisions des spécialistes, les émanations radioactives devraient perdurer pendant des milliers d'années mettant les habitants de la région en constant danger.

UN "CRIME ATOMIQUE" FROIDEMENT PERPÉTRÉ ?

Qualifier cette barbarie d'essais nucléaires, c'est tenter de décriminaliser ses auteurs. Parler d'"Essais", c'est réduire l'hécatombe humaine qui s'en est suivie à "un pétard de laboratoire", insistait, ce mardi, un journaliste de la chaîne 3.

En effet, comment parler d'"essais", quand on expose sciemment des êtres humains, tels des rats de laboratoire aux rayonnements nucléaires avec toutes les conséquences que l'on sait ? C'est que dans pareil cas, il ne s'agit en rien d'une "petite expérimentation scientifique", comme cherche à le faire admettre l'Etat français. C'est d'un "crime atomique", non assumé, à ce jour, qu'il s'agit. Plus d'un demi-siècle après, il est temps que les autorités de l'Hexagone reconnaissent le mal profond qu'elles ont disséminé au Sahara algérien et qu'elles prennent leurs responsabilités, toutes leurs responsabilités en faisant notamment en sorte de dédommager les populations affectées.

Celles-ci sont, par ailleurs, en droit de réclamer que les zones où ont été entrepris les multiples tirs nucléaires fassent l'objet de sérieuses mesures de décontamination. Ça n'est que justice.

Lamia O.

RELATIONS BILATÉRALES ALGÉRO-JAPONAISES

Un intérêt opportun pour investir en Algérie

L'ambassadeur japonais en Algérie, Masaya Fujiwara a fait part, lundi à Blida, de l'intérêt que porte son pays aux opportunités d'investissement en Algérie au vu des grandes potentialités qu'elle recèle dans divers domaines.

Dans une déclaration à l'APS, en marge de sa visite dans la wilaya à l'invitation de la Chambre locale de commerce et d'industrie, où il a rencontré plusieurs opérateurs économiques, l'ambassadeur japonais a précisé que le Japon et les investisseurs japonais "sont intéressés pour venir en Algérie et saisir les opportunités d'investissement offertes et d'établir un partenariat bilatéral dans plusieurs domaines, notamment l'industrie automobile", d'autant plus que l'Algérie est le 3e ou 4e partenaire économique du Japon en Afrique.

M. Fujiwara a fait état de la disponibilité de son pays à coopérer avec des partenaires algériens et à ouvrir un nouveau domaine de coopération, tel que le montage et l'assemblage de véhicules, en premier lieu, puis leur fabrication en Algérie, indiquant que son pays "avait, en effet, négocié avec les autorités algériennes un dossier de montage et d'assemblage de marques japonaises connues dans l'industrie automobile, telle que Nissan, Mitsubishi et Suzuki". Le diplomate nippon

a relevé qu'outre l'industrie automobile, plusieurs perspectives pour l'investissement en Algérie existent et intéressent son pays, telles que la technologie, la pétrochimie, l'électronique et la logistique, faisant part, par là même, de son souhait de voir définir et concrétiser ces projets au mieux des intérêts économiques des deux parties.

Il a annoncé, à ce propos, la visite la semaine prochaine d'une délégation d'hommes d'affaires japonais en vue de prospecter le marché algérien et rechercher les opportunités d'investissement avec leurs homologues algériens. Qualifiant par ailleurs les relations entre les deux pays d'"historiques", M. Fujiwara a rappelé que le Japon a été parmi les premiers pays à reconnaître l'indépendance de l'Algérie, le 4 juillet 1962 (la veille de la proclamation de l'indépendance), ce qui fait, a-t-il dit, que nos liens soient solides et profondes. "Aujourd'hui, nous avons une nouvelle dynamique et nous sommes ravis de voir ces relations se développer d'année en année", a ajouté l'ambassadeur du Japon soulignant l'existence d'un dialogue permanent au niveau politique sur les questions ayant trait à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme ainsi qu'au volet économique, estimant que ce dernier doit être renforcé davantage. Pour sa part, le vice-prési-

dent de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), Riad Amor a exprimé la volonté de développer les relations économiques entre les deux pays, et partant, conclure un partenariat dans plusieurs autres domaines comme la formation, indiquant qu'il a évoqué avec l'ambassadeur japonais la formation dans les universités et les centres de formation professionnelle.

Un groupe d'hommes d'affaires algériens effectuera une visite au Japon durant le deuxième semestre de l'année en cours pour s'enquérir des méthodes de travail des entreprises japonaises et tirer profit de leur expérience, a fait savoir M. Amor.

Le même responsable a déclaré que le défi économique de l'Algérie étant "d'atteindre de hauts niveaux à travers le développement du secteur de la sous-traitance, de la formation et du rapprochement de l'université du monde de l'entreprise ainsi que le développement de la recherche tous azimuts pour contribuer à l'essor de l'économie nationale. A l'issue de sa visite, l'ambassadeur japonais s'est entretenu avec plusieurs hommes d'affaires présents à cette rencontre avec lesquels il a abordé la situation économique des entreprises et les moyens de sceller des partenariats bilatéraux.

Meryem L.

LES APPELANT À TROUVER DES RESSOURCES " POUR SURVIVRE "

Le ministre de la Communication annonce la création d'un Fonds d'aide aux médias

S'EXPRIMANT à l'occasion de la Journée mondiale de la Radio, le ministre de la Communication considère que la progression " fulgurante " des nouvelles technologies de l'information, contraint les médias à devoir sans cesse s'adapter à leur environnement.

Intervenant à l'émission "l'Invité de la rédaction" de la chaîne 3 de la Radio algérienne, M. Djamel Kaouane estime, que la liberté d'expression, dans son sens le plus large, " est un élément fondateur de la démocratie ", jugeant que celle-ci est " loin d'être bridée " et que de plus, elle est " pleine et entière ", parce que " consacrée par la Constitution ". Poussant plus loin, il déclare que les médias ne souffrent " d'aucune pression ", mais qu'au contraire ils sont regardés avec bienveillance, y compris lorsqu'ils versent dans des " excès ", d'autant, ajoute-t-il, que nous ne sommes ni " leurs rédacteurs en chef ", ni leur " commissaire politique ".

Pour autant, il ne manque pas d'appeler la presse à ne pas tolérer les abus et les atteintes aux personnes et aux symboles de l'Etat, " malheureusement presque quotidiens " selon lui. Commentant les effets de la crise économique sur le pays et partant sur la presse, il observe qu'il appartient à celle-ci de " trouver les ressources pour passer ce cap et survivre ", assurant que " l'Etat ne se désengagera pas " à son égard.

De ce soutien, il indique qu'il est " multiforme ", dans le sens où il est indirect " à travers la publicité institutionnelle, " en crise ", et les sommes consenties à l'impression ", et direct pour ce qui concerne le Fonds d'aide, " en cours de constitution ", dont les médias, dit-il, vont bénéficier à l'avenir, et à propos duquel il refuse de communiquer toute précision. De toute façon, tient-il à souligner, " aucun média ne pourrait survivre à un marché très difficile ", particulièrement pour ce qui concerne des titres " qui n'ont jamais trouvé de lectorat ".

K. L.

ALGER-CENTRE

Les médecins grévistes mettent fin à leur rassemblement

LES MÉDECINS résidents en grève depuis le mois de novembre dernier ont mis fin, lundi soir, à leur rassemblement au niveau de la Grande Poste d'Alger, a-t-on constaté sur place. Les médecins résidents se sont dispersés dans le calme au niveau de la Grande Poste, du boulevard Zighout Youcef, de la rue Asla Hocine et du CHU Mustapha-Pacha où ils ont observé, depuis le matin, un rassemblement pour réclamer l'amélioration de leurs conditions de travail. Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Saïd Boudhadja a reçu, dans l'après-midi, une délégation des médecins résidents et s'est informé de la plateforme de leurs revendications, a appris l'APS auprès d'une source proche de l'APN. Les revendications des médecins résidents portent essentiellement sur l'abrogation du caractère obligatoire du service civil, le droit à la dispense du service militaire, le droit à une formation de qualité, la révision du statut général du médecin résident et le droit aux œuvres sociales. Le débrayage enclenché par quelque 15.000 médecins résidents de différentes spécialités a provoqué une grande perturbation dans plusieurs établissements hospitaliers, allant jusqu'à la paralysie de certains services, à l'instar de la chirurgie où des interventions chirurgicales ont été reportées et parfois annulées.

R. N.

ORAN

Forum national de l'entrepreneuriat vert en mars prochain

Un Forum national dédié à l'entrepreneuriat vert (FEVal) se tiendra du 18 au 21 mars prochain à Oran, a annoncé lundi le président de l'Association locale pour la promotion de l'entrepreneuriat et de l'innovation (ASPEIN), Hassan Rachedi. "Il s'agit de la première édition de cette rencontre ayant pour ambition de donner davantage de visibilité aux actions réalisées par les jeunes entreprises investies dans la valorisation des déchets, les énergies renouvelables, l'éco-construction et la rénovation énergétique", a précisé M. Rachedi lors d'une conférence de presse. "Plus de 300 participants, entre jeunes entrepreneurs, étudiants, cadres du mouvement associatif et des clubs scientifiques engagés dans la thématique ciblée sont attendus au Forum, organisé avec le soutien du programme national Jeunesse et Emploi (PAJE) et la Coopération technique belge (CTB-Algérie)", a-t-il indiqué.

"Près de 50 activités, dont des conférences, des ateliers de formation et une compétition (concours d'idées), seront animées à cette occasion par des experts de l'économie verte", a expliqué l'organisateur, signalant que l'événement se tiendra au complexe touristique des "Andalouses". Le Forum comprendra deux volets simultanés dédiés, l'un, à "l'économie circulaire" et l'autre à "l'académie de l'entrepreneuriat", a fait savoir M. Rachedi. Le premier volet (économie circulaire) vise notamment à "étudier les conditions favorables à la création d'un écosystème industriel pour la valorisation des déchets", tandis que le second a pour but "le partage des expériences et des bonnes pratiques dans la perspective de construire les partenariats du futur". Dans le cadre de sa vocation, l'équipe "ASPEIN" dispense régulièrement des cycles de formation visant à renforcer les capacités des entités économiques du rang de très petite entreprise (TPE). A ce titre, une vingtaine de TPE bénéficient actuellement d'une formation qui leur permettra, à terme, d'être éligibles au programme de mise à niveau de l'Agence nationale de développement de la petite et moyenne entreprise (AND-PME), a fait valoir le président de l'association.

Houari B.

ALGER

Livraison de plus de 5 500 logements sociaux participatifs en 2018

La wilaya d'Alger prévoit de livrer 5.566 logements sociaux participatifs (LSP) durant l'année 2018 sur les 42.248 logements de cette catégorie inscrits pour la capitale, a indiqué dimanche à l'APS le directeur de l'habitat, Smail Loumi.

Par maître d'ouvrage, ces 5.566 logements LSP sont répartis entre les OPGI respectivement de Hussein Dey (1.147 logements) et de Dar El Beida (512 logements), tandis que les 3.907 logements restants relèvent d'autres promoteurs, précise le même responsable.

Interrogé sur l'état d'exécution

des 42.248 logements LSP inscrits dans cette wilaya, le même responsable précise que 22.342 logements ont été achevés alors que 19.906 unités restent à réaliser se composant de 17.605 en cours de réalisation et de 2.301 non encore lancés.

A ce propos, M. Loumi signale que le programme de ces 2.301 logements LSP non encore lancés au 31 décembre 2017 a été converti à la nouvelle formule intitulée Logement public aidé (LPA), par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville. S'agissant du Fonds national de péréquation des œuvres sociales (FNPOS), il fait savoir que la wilaya d'Alger gère un programme de 3.205 logements FNPOS dont la situation arrêtée à la fin 2017 relève l'achèvement de 1.921 logements, tandis que 778 autres sont en cours de réalisation et 506 logements non lancés. M. Loumi avance que seuls les 1.921 logements FNPOS achevés sont couverts par des aides de la Caisse nationale du logement (CNL), notifiées par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, alors que les 1.284 logements restants sont sans couverture financière des aides de cette caisse.

CONTRAINTES DANS CERTAINS PROGRAMMES DE LOGEMENTS

Par ailleurs, la wilaya d'Alger a bénéficié d'un programme de 3.241 logements aidés au titre de la tranche annuelle de 1997, dont 2.523 unités ont été achevées. Sur les 718 logements restants de ce même programme qui connaissent de différentes contraintes, 80 logements sont en cours de réalisation, 597 sont à l'arrêt et 41 n'ont pas encore été lancés, ajoute-t-il. L'aide de l'Etat destinée à ce programme est de 200.000 DA/logement et le prix de cession des logements est plafonné à 1,6 million DA. Concernant la nature des contraintes que connaissent les 718 logements aidés restants, M. Loumi explique que "pour manque de financement, suite à l'augmentation du coût des matériaux de construction durant la fin des années 1990, la réalisation de ce programme s'est arrêtée et les chantiers abandonnés en carcasses, ayant ainsi engendré des contraintes empêchant sa relance et son achèvement". Il cite ainsi le manque de financement pour l'achèvement des projets lesquels nécessitent des travaux supplémentaires (expertise, démolition, confortement...). Pour les chantiers

abandonnés en plateformes, l'expertise préconise, selon lui, la reprise de toutes les structures du moment qu'elles ne sont plus conformes à des normes introduites en 2003.

L'autre contrainte sont les plateformes occupées illicitement par des indus-occupants qui ont eux-mêmes achevé lesdits logements et demandent actuellement leur régularisation. S'y ajoutent neuf (9) projets implantés sur des terrains non urbanisables, réalisés sans permis de construire, dont six (6) possèdent des actes de propriété et qui ont été squattés et achevés en auto-construction. Interrogé sur les actions à mener pour remédier à toute cette situation, M. Loumi explique que la wilaya d'Alger œuvre à la régularisation de la situation foncière de ces opérations, la démolition des plateformes et carcasses réalisées, la reprise des projets selon les normes architecturales et la réglementation technique en vigueur et sur la base des recommandations du Contrôle technique de construction (CTC). Il est également question de revoir le prix de cession des logements, ainsi que l'aide de l'Etat conformément aux prix actuels.

Noura D.

OUARGLA

25 projets entrés en exploitation en 2017

Vingt-cinq (25) projets d'investissement sont entrés en exploitation durant l'année 2017 dans la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris mercredi du directeur de l'Industrie et des Mines (DIM).

Implantés dans différentes zones d'activités de la wilaya, ces projets ont généré plus de 2.000 emplois, a affirmé Abdelaziz Harrouz, à l'issue d'une rencontre avec des investisseurs locaux et des membres du Club des entrepreneurs et industriels de la Mitidja (CEIMI), consacrée à l'exploration d'opportunités d'investissement dans la wilaya. Ils concernent divers segments industriels, agro-industriel et de services, dont la réalisation de pylônes électriques, la laiterie, la fabrication de chlore, la transformation de plastique et de papier, des installations touristiques, des stations-services et autres, a-t-il indiqué.

En parallèle, 134 projets ont été lancés en réalisation dans diverses branches d'activités, telles que l'agro-industrie et le bâtiment et travaux publics, et sont appelés à générer de nombreux emplois, a ajouté M. Harrouz en

annonçant l'entrée en exploitation cette année de 18 projets prévoyant quelques 3.000 emplois. La wilaya d'Ouargla a mis à la disposition des investisseurs une assiette foncière totalisant 1.311 hectares répartis sur 12 zones d'activités pour la localisation des projets d'investissement, qu'ils soient industriels ou de services, a rappelé le DIM d'Ouargla, estimant que le futur parc industriel de Hassi-Benabdallah (500 ha extensibles), appelé à être aménagé prochainement, devra donner une "bonne impulsion" à la dynamique de développement dans la région.

Ce projet implanté en proximité de la RN-53, pour lequel est consacré un investissement de près de 12 milliards DA dans le cadre d'un programme national d'une cinquantaine de parcs industriels à travers le pays, sera réalisé selon les standards internationaux en la matière et offrira aux investisseurs un cadre approprié pour leurs projets économiques, a-t-il poursuivi. Une vingtaine de projets d'investissement a été jusque là localisés au niveau de ce parc et concernent

des activités en rapport avec les hydrocarbures, l'agriculture, la transformation, le recyclage de déchets et autres.

INVESTISSEMENT DANS LA NOUVELLE HASSI-MESSAOUD

Le directeur de l'Industrie et des Mines d'Ouargla a fait état du lancement prochain de l'investissement au niveau de la ville nouvelle de Hassi-Messaoud, à la faveur de la mise en place de son plan d'aménagement comprenant une zone d'activités et de logistique -ZAL-(965 ha) appelée à accueillir de nombreux projets. Un autre pôle industriel existe dans la wilaya déléguée de Touggourt (160 km Nord d'Ouargla) et concentre plusieurs projets couvrant les besoins du marché local, en plus d'une zone d'activités dans la commune de Nezla (300 ha) qui devra être aménagée prochainement, selon le DIM. De son côté, le wali d'Ouargla, Abdelkader Djellaoui, a mis en exergue, lors de cette rencontre, les mesures incitatives et les facilitations préconisées pour encourager l'investissement dans la wilaya, évoquant, dans ce cadre, des exemples d'activités réussies dans divers domaines, tels l'agriculture, le tourisme et l'aquaculture. Il a, en outre, appelé les investisseurs à s'orienter vers la ville nouvelle de Hassi-Messaoud qui offre une importante ZAL pour la concrétisation de leurs projets dans divers segments, à l'instar de l'hôtellerie, la promotion immobilière, le transport et les services. Cette rencontre entre dans le cadre des activités initiées par le CEIMI dans différentes wilayas du pays afin de s'enquérir des opportunités d'investissement offertes et explorer des pistes de partenariat et de coopération avec des investisseurs locaux, a souligné le président du club, Djamel Moula.

Halima H.

BATNA

La neige et le verglas rendent difficile le trafic sur les routes montagneuses

Le trafic automobile a été difficile, pour le second jour consécutif, sur les routes montagneuses de la wilaya de Batna à cause de la neige et du verglas, ont indiqué dimanche les services de la Gendarmerie nationale. Selon la même source, ces axes routiers sont la RN-31 entre Batna et Arris, la RN-77 entre Oued Chaâba et Merouana, la RN-87 entre Theniet El Abed et Chir, la RN-86

entre Sériana et Merouana et le chemin de wilaya CW-172 entre Ichemoul et Ain Tinn et le CW-45 entre Ichemoul et Arris demeurent impraticables.

Les services de la Gendarmerie nationale ont lancé sur les ondes de radio Aurès des appels aux conducteurs les invitant à la vigilance et au respect vigoureux des règles du code de la route pour éviter des accidents. La direction des travaux

publics a mobilisé ses équipements pour rouvrir les routes et assurer la fluidité du trafic sur les routes des zones montagneuses mobilisant chasse-neiges et d'importantes quantités de sel.

Aucun accident n'a été signalé par les services de la Protection civile sur tous ces axes, a indiqué le chargé de la communication, Zoheir Nekaâ.

Reda B.

PRIX DE L'OR NOIR

Le pétrole rebondit à New York mais baisse à Londres

Le prix du pétrole new-yorkais, aidé par le regain de vigueur à Wall Street et le repli du dollar, a mis fin à une série de six séances consécutives de baisse tandis que le pétrole londonien s'est légèrement replié.

Le baril de light sweet crude (WTI) pour livraison en mars, référence américaine du brut, a gagné 9 cents pour clôturer à 59,29 dollars sur le New York Mercantile Exchange. Il avait reculé de 9,5% la semaine dernière, sa plus importante chute depuis janvier 2016. "Comme sur les autres marchés financiers, l'état d'esprit a changé et la tendance s'est inversée", a remarqué Matt Smith, de ClipperData. A Wall Street les indices sont repartis avec entrain à la hausse après une semaine chaotique, alimentant l'appétit des investisseurs pour les actifs plus risqués. Le dollar de son côté se repliait un peu face à un panier de grandes devises, rendant ainsi moins cher le baril libellé en dollar pour les acheteurs utilisant d'autres devises. Toutefois, a noté Kyle Cooper, du cabinet IAF Advisors, les cours du pétrole ont effacé la majorité de leurs gains en toute fin de séance. Et à Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril a terminé à 62,59 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE), en baisse de 20 cents par rapport à la clôture de vendredi.

HAUSSE "PRÉOCCUPANTE" AUX ETATS-UNIS

"Après le fort repli de la semaine dernière, ce n'est pas un signal très positif", a commenté



M. Cooper. "Peut-être les investisseurs sont-ils déjà en train de se positionner pour l'annonce d'une nouvelle hausse des réserves de produits pétroliers aux Etats-Unis dans le rapport hebdomadaire du Département américain de l'Energie attendu mercredi". L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a pour sa part, dans son rapport mensuel diffusé lundi, une nouvelle fois revu à la hausse ses prévisions de production américaine cette année, augmentation qualifiée de "préoccupante" par le cartel. L'Opep s'est en effet associée fin 2016 à 10 autres producteurs, dont la Russie, pour limiter la production. Cet accord, renouvelé jusqu'à fin 2018, ainsi que des perturbations involontaires de la production, notamment au Venezuela, ont fait grimper les prix du pétrole. Mais les industriels américains ont profité de cette opportunité pour développer leurs coûteuses exploitations de pétrole de schiste. Le nombre de puits actifs a encore augmenté la semaine dernière,

selon le dernier décompte de l'entreprise de services pétroliers Baker Hughes. La production hebdomadaire aux Etats-Unis a récemment dépassé les 10 millions de barils par jour. "Les investisseurs s'inquiètent; ce qui a fait grimper les prix du brut depuis le mois de septembre, à savoir une demande mondiale robuste, des perturbations de la production et une discipline de l'industrie américaine, pourrait ne pas tenir", ont commenté les analystes de Goldman Sachs.

Toutefois, a souligné Phil Flynn de Pruce Futures Group, "les producteurs répondent à la demande. Ils ne pompent pas juste pour le plaisir de pomper, les réserves de pétrole ont plongé aux Etats-Unis et la demande au niveau mondial est au plus haut". L'Opep a d'ailleurs aussi relevé dans son rapport mensuel sa prévision de demande mondiale de pétrole à 98,60 millions de barils par jour, soit une croissance de 1,59 million de barils par jour sur l'année.

L'OPEP S'INQUIÈTE

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a une nouvelle fois revu à la hausse ses prévisions de l'offre américaine cette année, qui selon elle "demeure préoccupante", alors que les prix ont chuté la semaine dernière. Dans son rapport, l'organisation a revu à la hausse la croissance de l'offre non-Opep pour 2018, croissance qui devrait atteindre 1,40 million de barils par jour (mbj) (contre une croissance de 1,15 mbj attendue le mois dernier) pour atteindre une offre totale moyenne de 59,26 mbj. Les Etats-Unis ont majoritairement contribué à cette révision avec +0,16 mbj. L'Opep a ainsi souligné que "la hausse de la production aux Etats-Unis demeure préoccupante" alors que l'organisation et ses partenaires, dont la Russie, ont scellé fin 2016 un accord de réduction de leur production visant à rééquilibrer l'offre et la demande mondiale et à faire remonter les prix. Si les prix ont bien augmenté depuis, les producteurs privés améri-

cains, qui ne sont pas tenus par l'accord, en ont profité pour relancer de plus belle leurs exploitations de pétrole non conventionnel, qui sont redevenues rentables. En janvier, les 14 pays du cartel ont pompé un total de 32,30 mbj, soit une diminution de 8.000 barils par jour par rapport à décembre, selon des sources indirectes. La baisse de la production s'explique principalement par la chute des extractions vénézuéliennes (-47.300 b/j) provoquée par la crise économique et politique qui secoue le pays, et dans une moindre mesure par une production moins élevée en Angola. Elle a en revanche augmenté chez les deux plus gros producteurs du cartel, l'Arabie saoudite et l'Irak, ainsi qu'en Libye. Alors que les prix du pétrole étaient "au plus haut en plus de trois ans" fin janvier, selon le rapport du cartel qui se félicitait des "efforts de rééquilibrage" et de "la croissance économique soutenue", la dynamique a été brisée la semaine dernière. Le pétrole coté à Londres et à New York a ainsi connu sur la semaine sa plus forte chute hebdomadaire en deux ans, pénalisée par la volatilité à Wall Street et la hausse de la production américaine. Le baril de light sweet crude (WTI) et celui de Brent de la mer du Nord ont ainsi perdu respectivement 9,55% et 8,59% sur la semaine, retrouvant leurs niveaux de fin et mi-décembre. L'organisation a en outre légèrement relevé sa prévision de croissance mondiale à 3,8% en 2018 (+0,1 point), entraînant une révision à la hausse de la demande de pétrole, estimée à 98,60 mbj, soit une croissance de 1,59 mbj sur l'année.

Farida B.

FRANCE

Les prix des carburants reculent

Les prix des carburants vendus dans les stations-service françaises ont reculé la semaine dernière, selon des chiffres officiels publiés lundi.

Le gazole, carburant le plus vendu en France avec environ 80% des volumes, valait en moyenne 1,3885 euro le litre, soit 0,60 centime de moins que la semaine précédente, selon des données publiées par le ministère de la Transition écologique et solidaire.

Le litre d'essence sans plomb 95 (SP95) s'affichait à 1,4768 euro, en baisse de 0,21 centime. Celui du sans plomb contenant jusqu'à 10% d'éthanol (SP95-E10) valait 1,4532 euro, en recul de 0,18 centime.

Enfin, le sans plomb 98 (SP98) a atteint 1,5413 euro le litre, soit 0,26 centime de moins.

Les prix des carburants varient en fonction des cours du pétrole, du taux de change euro-dollar, du niveau des stocks de produits pétroliers, de l'évolution des taxes et de celle de la demande.

S.S.

MALGRÉ D'ÉNORMES BÉNÉFICES

Les majors pétrolières restent prudentes

Les grandes compagnies pétrolières et gazières ont engrangé des milliards de bénéfices l'an dernier à la faveur de la remontée des cours mais elles restent prudentes et ne veulent dépenser qu'avec parcimonie.

La saison des résultats annuels a confirmé la bonne santé retrouvée du secteur. Total a ainsi annoncé cette semaine un bénéfice net annuel en progression de 39% à 8,6 milliards de dollars. Ses concurrents BP, Chevron, ExxonMobil ou encore Royal Dutch Shell ont également accumulé les profits.

"2017 fut l'une des meilleures années de l'histoire récente de BP", a même résumé Bob Dudley, le directeur général du groupe britannique. Toutes ont profité de la remontée des cours du pétrole, soutenue par les efforts de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de ses partenaires, dont la Russie, qui ont limité leur production pour réduire l'offre sur le marché.

L'an dernier, les cours du pétrole se sont établis à 54 dollars le baril en moyenne contre 44 dollars en 2016. Le baril de Brent de la mer du Nord évolue aujourd'hui autour des 70 dollars. Les majors en ont profité pour gâter leurs actionnaires, impatients après plusieurs années de vaches maigres, sous forme de hausse des dividendes et/ou de pro-

grammes de rachat d'actions. Mais ce n'est pas pour autant le retour des années fastes. A la suite de la chute des cours il y a trois ans et demi, les majors avaient taillé dans leurs coûts et réduit leurs investissements. Après s'être adaptées pour être rentables avec des cours plus bas, elles n'ont pas pour autant l'intention de lâcher la bride.

Le patron de Shell Ben van Beurden avait résumé cet état d'esprit l'an dernier en assurant qu'il travaillait désormais comme si les cours du pétrole allaient rester "plus bas pour toujours" ("lower forever").

"HÉSITATIONS ET INCERTITUDES"

"On maintient tous ces programmes d'économies malgré la montée des cours du brut", a confirmé cette semaine le P-DG de Total, Patrick Pouyanné. Signe de la prudence, l'amélioration de la conjoncture ne se traduit que par une reprise timide des investissements en exploration-production.

Ils avaient légèrement rebondi de 4% à 389 milliards de dollars au niveau mondial l'an dernier et devraient encore modestement progresser de 2 à 6% cette année, estime l'IFP Energies nouvelles, dans des prévisions dévoilées cette semaine. Un niveau qui reste toutefois bien loin des 683 milliards de dollars de 2014. Cette hausse, très inégale en

fonction des régions, est aussi largement tirée par l'Amérique du Nord et les compagnies indépendantes qui y produisent des hydrocarbures non conventionnels. Les majors ont pour leur part encore vu leurs dépenses baisser de 16%. "Les dirigeants des grandes compagnies pétrolières ont certes poussé un soupir de soulagement parce que la hausse des cours a tiré significativement les résultats", indique David Elmes, spécialiste de l'énergie à la Warwick Business School. "Mais il reste aussi des hésitations et des incertitudes sur le long terme, qui limitent tout retour à un développement à pleine vitesse", résume-t-il. Les compagnies restent en effet circonspectes car l'évolution des cours demeure plus incertaine que jamais. La demande devrait rester solide, du côté de la Chine et de l'Inde en particulier, mais le rééquilibrage du marché est menacé par un possible afflux opportuniste du pétrole de schiste américain. "Je suis sûr que les compagnies indépendantes américaines vont de nouveau investir beaucoup pour profiter d'un baril à 60 dollars et produire plus d'huiles de schiste. Donc nous allons avoir de la volatilité sur le marché", prédit ainsi Patrick Pouyanné.

Siham S.

DANS LE SILLAGE DE WALL STREET

Les Bourses européennes rebondissent

Les Bourses européennes ont nettement repris des couleurs lundi, profitant du rebond des marchés américains après une semaine de fortes turbulences.

"L'optimisme est revenu sur les marchés boursiers", a relevé David Madden, analyste de CMC Markets.

"Un début de séance impressionnant à Wall Street est une bonne nouvelle pour les marchés européens", a-t-il expliqué.

"Il n'y a pas forcément d'éléments derrière" ce rebond, "il s'agit plus d'un rattrapage technique qu'autre chose" après la semaine passée qui "a été très fortement négative", a toutefois tempéré Andrea Tuéni, analyste chez Saxo Banque.

L'EUROSTOXX 50 A BONDÉ DE 1,27%

L'indice DAX de la Bourse de Francfort a bondi de 1,45% à 12.282,77 points.

En tête, Deutsche Bank a engrangé 4,03% à 13,02 euros et terminé en tête.

Lufthansa a terminé parmi les dernières (-0,38% à 26,38 euros). Le gouvernement norvégien a augmenté sa part au capital de Lufthansa à 3,3% contre 2,32% au 7 février dernier, a indiqué la compagnie aérienne allemande dans un communiqué.

L'indice CAC 40 de la Bourse de Paris a pris 1,20% à 5.140,06 points.

Airbus a reculé de 1,22% à 82,52 euros. Certaines compagnies ont fait le choix de retarder la livraison d'Airbus A320neo équipés de moteurs Pratt & Whitney après l'annonce d'un nouveau problème détecté sur ces derniers.

ArcelorMittal a fini dans le vert (+1,92% à 26,79 euros).

Iceade a été recherché (+2,81% à 82,40 euros) après l'annonce d'un bénéfice net plus que triplé en 2017. Air France a



chuté de 3,55% à 10,19 euros. Dix syndicats du transporteur aérien, dont ceux représentant les pilotes, appellent à une journée de grève le 22 février pour réclamer une augmentation générale de 6% en 2018, "au titre de l'inflation perdue" depuis six ans. SES a plongé de 11,18% à 11,44 euros, après l'annonce du départ de son PDG, Karim Michel Sabbagh, et de son directeur financier, Padraig McCarthy, avec effet le 5 avril, jour de l'assemblée générale du groupe.

A Londres, l'indice FTSE-100 a gagné 1,19% à 7.177,06 points. Le secteur minier s'est appuyé sur une hausse des cours des métaux: BHP Billiton a pris 2,01% à 1.505,00 pence, Anglo American 2,37% à 1.642,40 pence et Rio Tinto 2,82% à 3.895,50 pence.

Les gérants d'actifs, particulièrement malmenés la semaine dernière, ont été recherchés à l'image de Standard Life Aberdeen (+3,21% à 424,00 pence) et Old Mutual (+2,52% à 232,30 pence). Le géant des hydrocarbures BP a pris 1,86% à 478,80 pence après avoir annoncé le début de la production dans un gisement gazier offshore en Egypte avec sept mois d'avance.

La banque Barclays a avancé nettement moins vite que le mar-

ché (+0,22% à 193,32 pence) alors que le gendarme britannique contre la délinquance financière a étendu les poursuites à une de ses filiales dans une affaire de fraude lors de levées de fonds au Qatar en 2008.

La Bourse de Madrid a rebondi de 1,36% à 9.771,10 points.

Les plus fortes hausses reviennent à l'électricien Endesa (+3,25% à 17,14 euros) et à Mediaset Espagne, filiale du groupe de communications italien (+4,42% à 9,08 euros).

Le secteur bancaire a terminé largement dans le vert (Banco Santander +1,79% à 5,58 euros; BBVA +1,26% à 7,10 euros; CaixaBank +1,47% à 4,07 euros), tout comme les grandes capitalisations de l'indice (Telefonica +1% à 7,60 euros; Inditex (Zara) +1,57% à 26,52 euros; Iberdrola +1,81% à 6,09 euros).

Seules valeurs en repli: le gestionnaire autoroutier Abertis (-0,26% à 19,45 euros) et l'opérateur télécoms Cellnex (-0,18% à 19,75 euros).

A Milan, l'indice FTSE Mib a gagné 0,77% à 22.336 points.

Moncler a réalisé la meilleure performance (+3,23% à 26,55 euros). Bonne séance également pour Snam (+1,94% à 3,634 euros), Buzzi Unicem (+1,9% à 20,9 euros) et STMicroelectronics (+1,63% à 17,47 euros).

En revanche, Ubi Banca a cédé 2,59% à 3,989 euros, Recordati 2,2% à 30,19 euros, Banca Mediolanum 2,14% à 7,3 euros et Bper Banca 1,79% à 4,608 euros.

L'indice AEX de la Bourse d'Amsterdam a pris 1,11% à 524,10 points.

Le groupe de biotechnologies Galapagos a pris 4,44% à 92,72 euros et le fabricant néerlandais de systèmes de lithographie pour l'industrie des microprocesseurs ASML 2,58% à 151,00 euros.

Heineken a perdu 2,10% à 82,08 euros et le groupe de forage pétrolier et gazier SBM a chuté de 1,62% à 13,39 euros.

L'indice PSI 20 de la Bourse

de Lisbonne a bondi de 1,48% à 5.373,37 points.

La banque BCP a pris 2,38% à 0,2963 euro.

Côté énergétiques, Galp Energia a gagné 0,62% à 14,595 euros, EDP 1,94% à 2,739 euros et sa filiale dans les renouvelables EDP Renovaveis 1,16% à 6,965 euros.

Jerónimo Martins a pris 0,26% à 17,06 euros. Le papetier The Navigator a pris 1,69% à 4,088 euros. L'indice SMI de la Bourse suisse a engrangé 1,61% à 8.822,18 points. Toutes les valeurs ont fini dans le vert.

Les groupes de chimie de spécialités Lonza (+2,95% à 230,40 francs suisses) et Sika (+1,97% à 7.500,00 francs suisses) se sont bien ressaisis, tout Swatch (+2,37% à 401,60 francs suisses). Le groupe suisse SGS, numéro un mondial de l'inspection et de la certification de produits, qui a annoncé l'acquisition d'un laboratoire allemand, SIT Skin Investigation and Technology Hamburg, a pris 1,51% à 2.352,00 francs suisses. Du côté des bancaires, UBS a gagné 1,45% à 17,48 francs suisses et Credit Suisse 1,10% à 16,48 francs suisses. A Bruxelles, l'indice Bel-20 a repris 1,08% à 3.918,18 points. Toutes les valeurs ont terminé dans le vert, sauf l'immobilière Cofinimmo (-0,86% à 103,60 euros). Parmi les valeurs qui se sont illustrées, le groupe minier Umicore a bondi de 6,13% à 46,78 euros, dans la foulée de ses bons résultats, et Galapagos de 4,42% à 92,70 euros.

WALL STREET MOINS FEBRILE

Wall Street a terminé en nette progression lundi, démarant la semaine en force après une lourde chute la semaine dernière, soutenue par la forte progression des cours d'Apple et Boeing. Selon les résultats définitifs à la clôture, le Dow Jones Industrial Average a pris 1,70%, ou 410,37 points, à 24.601,27 points. Le Nasdaq a avancé de 1,56%, ou 107,47 points, à 6.981,96 points.

L'indice élargi S&P 500 a progressé de 1,39%, ou 36,45 points, à 2.656,00 points.

"L'oeil du cyclone est derrière nous. Les marchés ont montré des signes solides et ont maintenu leurs gains durant toute la séance", a réagi Peter Cardillo de First Standard Financial.

Locomotives de Wall Street, les membres du Dow Jones, Apple (+4,03% à 162,71 dollars) et Boeing (+3,30% à 343,80 dollars), ont porté cette progression.

"Le marché revient à des considérations plus fondamentales, les résultats d'entreprises sont bien orientés et nous attendons des données économiques fournies cette semaine", a noté William Lynch, de Hinsdale Associates.

La présentation par Donald Trump de son grand plan d'infrastructures a en outre dynamisé les secteurs de l'industrie et des matériaux, tous deux affichant de fortes hausses au sein de l'indice S&P 500 (+1,57% et +2,09%).

Selon ce plan qui nécessite l'approbation du Congrès, l'Etat fédéral devrait consacrer 200 milliards de dollars sur la décennie pour améliorer routes, autoroutes, ponts et même construire des réseaux numériques à large bande, sur un total compris entre 1.500 et 1.700 milliards de dollars.

PÉTROLE EN HAUSSE

Par ailleurs, "le marché obligataire s'est affaibli durant la séance, ce qui a libéré la voie aux actions", a noté M. Cardillo.

Après être monté dans la nuit à un plus haut depuis quatre ans à 2,893%, le taux de rendement des bons du Trésor à 10 ans se stabilisait à 2,855%, contre 2,851% vendredi soir, tandis que celui à 30 ans baissait à 3,144%, contre 3,160% vendredi.

La première hausse en six séances des cours du pétrole à New York a également permis aux valeurs du secteur de l'énergie au sein du S&P 500 (+1,65%) d'avancer.

Wall Street a ainsi repris une partie des pertes cumulées la semaine dernière, où le violent retour de la volatilité sur les marchés avait fait vivre à l'indice Dow Jones sa plus forte chute depuis début 2016 avec -5,2%.

Sur le front des valeurs, Amazon a fortement avancé (+3,48% à 1.386,23). Le groupe aurait l'intention de licencier plusieurs centaines de collaborateurs au sein de son siège de Seattle et privilégier de nouveaux recrutements parmi ses branches en croissance, à l'image de l'assistant vocal Alexa, selon la presse américaine.

Le câblo-opérateur américain ComCast (-0,08% à 38,54 dollars), qui avait jeté l'éponge en décembre dans la course au rachat d'une partie du groupe 21st Century Fox (+1,88% à 36,40 dollars), envisagerait de relancer son projet d'acquisition bien que Disney (+0,29% à 103,39 dollars) soit déjà sur les rangs, selon la presse américaine.

Le groupe de défense General Dynamics a reculé (-1,21% à 209,53 dollars) suite au rachat du spécialiste des services informatiques CSRA qui, lui, a bondi de 31,05% à 40,39 dollars. Le montant de la transaction est de 9,6 milliards de dollars.

Ford a progressé (+1,61% à 10,70 dollars) après avoir annoncé qu'il allait augmenter ses objectifs de production de deux véhicules de type SUV d'environ 25%.

Ilyas A.

Cotation hebdomadaire des billets de banque du 06 Février 2018

BILLETS DE BANQUE		ACHAT	VENTE
US DOLLAR	1 USD	113.6507	113.6657
EURO	1 EUR	140.8019	140.8545
POUND STERLING	1 GBP	158.6193	158.6845
JAPAN YEN	100 JPY	104.1902	104.2326
YUAN HONG KONG	1 CNH	18.0515	18.0551
SWISS FRANC	100 CHF	12172.0788	12177.5980
CANADIAN DOLLAR	1 CAD	90.6233	90.6642
DANISH KRONE	100 DKK	1891.7506	1892.3152
SWEDISH KRONA	100 SEK	1425.6234	1426.5274
NORWEGIAN KRONE	100 NOK	1449.2750	1450.3911
ARAB EMIRAT DIRHAM	1 AED	30.9371	30.9497
SAUDI RIYAL	1 SAR	30.3036	30.3100
KUWAIT DINAR	1 KWD	378.8357	379.1384
TUNISIAN DINAR	1 TND	47.6981	48.1775
MAROCCAN DIRHAM	1 MAD	12.4253	12.4270

Séance de cotation des valeurs mobilières du 05 Février 2018

	Alliance Assurance	420,00	Capitalisation boursière
	EGH El Aurassi	495,00	
Séance de cotation des valeurs du Trésor Rendement maximum 4,79 Rendement minimum 0,00	Saidal	640,00	Indice boursier théorique
	NCA-Rouiba	300,00	1 209,918

NIGERIA

15 ans de prison pour un des ravisseurs des lycéennes de Chibok

Un des djihadistes du groupe nigérian Boko Haram a été condamné à 15 ans de prison pour sa participation à l'enlèvement en 2014 de plus de 200 jeunes lycéennes à Chibok, dans le nord-est du Nigeria, a-t-on appris mardi auprès du ministère de la Justice.

"Un membre de Boko Haram qui a fait partie des ravisseurs qui ont kidnappé les filles de Chibok a été condamné à 15 ans de prison", lors des audiences du tribunal de Kainji, qui s'est ouvert lundi pour juger les insurgés, a expliqué à l'AFP Salihu Isah, le porte-parole du ministère de la Justice.

Haruna Yahaya, 35 ans, est "handicapé", a précisé le porte-parole, avec un bras paralysé et une jambe déformée, et a plaidé coupable mais a demandé la clémence des jurés, pour avoir été "forcé à intégrer" le groupe djihadiste et "a agi à cause de leur sévérité", selon son avocat.

Toutefois, le tribunal de Kainji a jugé qu'il "avait l'option de ne pas prendre part aux activités de Boko Haram", rapporte M. Isah et l'a condamné à une lourde peine de prison.

Des centaines de membres présumés du groupe djihadiste nigérian Boko Haram ont commencé à comparaître lundi devant un tribunal installé dans une base militaire à Kainji, au centre du Nigeria, pour déterminer s'ils seront condamnés, innocents ou envoyés dans des centres de réhabilitation. En avril 2014, 219 lycéennes, âgées de 12 à 17 ans ont été enlevées alors qu'elles passaient leurs examens à Chibok, dans le nord-est du Nigeria, épicentre des violences du groupe djihadiste. Leur rapt a entraîné une vague d'émotion mondiale sur les réseaux sociaux sous le mouvement de "bring back our girls". Depuis, 107 jeunes filles ont été retrouvées ou échangées après des négociations avec le gouvernement. Début janvier, plusieurs d'entre elles apparaissent dans une vidéo diffusée par le groupe, où elles disaient qu'elles ne reviendraient plus et ne voulaient plus quitter le "califat". Depuis 2009, le conflit avec Boko Haram a fait au moins 20.000 morts, 2,6 millions de déplacés au Nigeria et des milliers de personnes ont été enlevées.

AFRIQUE DU SUD

L'ANC décide de "rappeler" le président Zuma

Le Congrès national africain (ANC), le parti au pouvoir en Afrique du Sud, a décidé mardi de "rappeler" le président Jacob Zuma, qui a jusqu'à présent refusé de démissionner malgré les injonctions de son parti, ont rapporté des médias locaux.



la tenue d'une conférence de presse mardi à 12H00 (10H00 GMT) à son quartier général à Johannesburg. M. Zuma lui n'a pas encore réagi.

La direction de l'ANC a le pouvoir de "rappeler" tous ses membres délégués à une fonction gouvernementale, comme elle l'avait fait en 2008 pour le président Thabo Mbeki, qui avait obtempéré et accepté de démissionner.

Mais le chef de l'Etat n'est toutefois pas obligé d'accepter cette décision.

Dans ce cas, l'ANC peut alors décider de présenter devant l'Assemblée nationale une motion de défiance. Ce texte peut être adopté à la majorité absolue et contraindrait M. Zuma à partir.

Elu en décembre, le nouveau chef de l'ANC, Cyril Ramaphosa, essaie vainement depuis plusieurs semaines d'obtenir le départ anticipé du président, dont le deuxième mandat s'achève normalement à l'issue des élections générales prévues en 2019.

Mais M. Zuma, empêtré dans de nombreux scandales de corruption, a jusque-là toujours

refusé de se plier aux exigences de son parti.

"TOURNER LA PAGE"

Selon plusieurs médias locaux, M. Ramaphosa a une nouvelle fois rencontré M. Zuma lundi soir pour lui demander de se démettre dans les quarante-huit heures. Mais il s'est heurté une nouvelle fois à une fin de non-recevoir.

Trois heures plus tard, la réunion du NEC se conclut sur la décision de le "rappeler", selon les médias locaux.

La résistance du chef de l'Etat a plongé le pays dans une grave crise politique, qui s'est notamment manifestée par le report, la semaine dernière, du discours présidentiel annuel sur l'état de la nation, une première dans l'histoire de l'Afrique du Sud démocratique.

"Nous savons que vous voulez tourner la page", a concédé dimanche M. Ramaphosa devant des milliers de partisans de l'ANC réunis pour les 100 ans de la naissance de Nelson Mandela, le père de la nation "arc-en-ciel".

"C'est le souhait de notre peuple de finaliser tout ça et c'est précisément ce que le NEC va

faire", avait promis celui qui succéderait à M. Zuma en cas de démission du président.

Impatiente, l'opposition, qui demande depuis des années le départ de l'actuel président, est allée plus loin en exigeant lundi la dissolution du Parlement et la tenue d'élections anticipées.

"Il est important que le Parlement soit dissout et que nous repartions de zéro", a déclaré Kenneth Meshoe, chef du Parti démocratique chrétien africain (ACDP).

"Parce que s'il est remplacé par son vice-président Cyril Ramaphosa, le même groupe de personnes qui défendent et protègent la corruption seront au pouvoir", a-t-il justifié.

L'opposition a aussi réclamé que soit avancée une motion de défiance, inscrite à l'ordre du jour du Parlement le 22 février.

DÉSUNION'

Même si la fin de son règne semblait proche, le président Zuma reste soutenu par un carré de fidèles.

"Ils ont atteint le pic de leur carrière politique, certains sont visés par des plaintes (...), ils sont animés par leur seul instinct de survie", a résumé Somadoda Fikeni, analyste politique.

Le patron de l'ANC a d'ailleurs reconnu dimanche que son parti traversait une période de "désunion et de discorde".

L'autorité du président Zuma a commencé à vaciller depuis l'élection en décembre de M. Ramaphosa qui lui a succédé à la tête de l'ANC, au pouvoir en Afrique du Sud depuis l'avènement de la démocratie en 1994.

Pour l'actuel vice-président sud-africain, la mise à l'écart de M. Zuma est la condition incontournable pour redorer le blason du parti avant les élections générales de 2019.

ELECTIONS EN RDC

Les Etats-Unis opposés à un système de vote électronique

Les Etats-Unis sont opposés au recours à un système électronique de vote pour la triple élection prévue le 23 décembre en République démocratique du Congo, présidentielle, législatives et provinciales, a déclaré lundi l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley.

"Nous sommes très préoccupés de voir l'insistance (de la Commission électorale indépendante Céni) à vouloir utiliser un système électronique de vote", a affirmé la diplomate lors d'une réunion informelle à l'ONU sur le processus électoral en RDC.

Un tel recours représente "un risque colossal" et les Etats-Unis souhaitent le recours à "des bulletins papier pour qu'il n'y ait pas de doutes sur le résultat". "Les Etats-Unis ne soutiennent pas" ce recours à un système électronique, a insisté Nikki Haley.

Lors de la réunion, le président de la Commission électorale indépendante (Céni), Corneille Nangaa, venu à New York pour cette réunion, a rappelé que plus de 46 millions d'électeurs avaient été recensés pour la triple élection, déjà reportée plusieurs fois.

"Avec plus de 45 millions d'électeurs, les trois scrutins combinés le même jour imposent

l'implantation de 23.000 centres de vote éclatés en environ 90.000 bureaux de vote et de dépouillement", a-t-il précisé.

"L'option prise de recourir à la machine à voter permet de réduire le poids de l'ensemble des matériels à déployer de 16.000 tonnes à moins de 8.000 tonnes", a poursuivi M. Nangaa.

Et grâce au recours à la machine à voter, les coûts des scrutins ont pu être réduits de 554 millions de dollars à environ 432 millions, a-t-il encore fait valoir.

Lors du débat, la Côte d'Ivoire a mis en garde "contre le risque d'élections mal préparées", tandis que les Pays-Bas indiquaient respecter la décision de la Céni de recourir à un système électronique tout en lui demandant "de tester rigoureusement" le matériel avant les scrutins.

L'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch a évoqué "la crainte de fraudes lors des élections", en réclamant de la "transparence". Elle a rappelé que le président Joseph Kabila n'avait toujours pas clarifié sa position sur une éventuelle candidature.

Le parti historique de l'opposition congo-

laise a appelé lundi à une mobilisation "massive" pour une marche des catholiques, prévue le 25 février à Kinshasa contre le maintien au pouvoir de Kabila en RDC.

Les deux précédentes marches organisées, le 31 décembre 2017 et 21 janvier dernier avaient été interdites et réprimées à balles réelles. Au total, une quinzaine de personnes ont été tuées, selon l'ONU et l'épiscopat. Les autorités n'ont reconnu que deux morts le 21 janvier.

"On ne peut pas permettre un nouveau report des élections" et "le président Kabila ne peut pas briguer un nouveau mandat (car la Constitution ne le permet pas)", a souligné Nikki Haley. Elle a aussi évoqué des informations selon lesquelles le président sortant ne chercherait pas à imposer quelqu'un de son choix pour lui succéder.

Le deuxième et dernier mandat du président Kabila a pris fin le 20 décembre 2016. Le président a justifié la non-tenue d'élections fin 2016 par des problèmes de sécurité. Des élections étaient initialement prévues fin décembre 2017 avant finalement d'être reportées à décembre 2018.

MICHELIN

Un bénéfice net "historique" affiché pour 2017

Michelin a dévoilé lundi un bénéfice net "historique" pour 2017, en hausse de 1,4% à 1,7 milliard d'euros, malgré une hausse des coûts des matières premières et des effets de change négatifs.

Pour 2018, le manufacturier français de pneumatiques prévoit une croissance de ses volumes "en ligne avec l'évolution mondiale des marchés" et "un résultat opérationnel sur activités courantes supérieur à celui de 2017 hors effet de change". "Le groupe Michelin a réalisé une performance conforme à sa feuille de route à l'horizon 2020", s'est félicité le président de la société, Jean-Dominique Senard, qui passera le relais au printemps 2019 à l'actuel directeur général exécutif, Florent Menegaux. Saluant un bénéfice net "historique", il a estimé que le groupe avait démontré "son agilité dans un environnement externe plus difficile" qu'en 2016. Interrogé par l'AFP sur les défis à relever par l'entreprise durant les années à venir, M. Menegaux en a cité trois principaux: le numérique, la forte concurrence sur les marchés du groupe qui l'encouragent à améliorer la compétitivité et l'électrification de l'automobile.

Selon lui, Michelin peut compter, pour y répondre, sur sa "grande capacité d'innovation et un bilan très solide nous permettant d'avoir les moyens de nos ambitions". Sur l'année 2017, le bénéfice opérationnel des activités courantes a progressé de 1,9%, à 2,7 milliards d'euros,



soit 12,5% du chiffre d'affaires. Il s'agit d'une légère baisse de la marge opérationnelle puisque ce ratio atteignait 12,9% en 2016. Les ventes nettes du groupe ont augmenté de 5%, à près de 22 milliards d'euros. Michelin souligne que la hausse du bénéfice net a été obtenue malgré plus de 700 millions d'euros de hausse des coûts des matières premières et près de 100 millions d'euros d'effets de change négatifs.

Le groupe se félicite d'avoir gagné des parts de marché sur les segments de pneus 18 pouces et plus, qui représentent 75% des ventes en première monte. Il souligne que ce résultat a été obtenu "avec un positionnement prix en ligne avec la réputation de la marque" Michelin.

PROTÉGER LES MARGES

Le manufacturier assure aussi tirer les profits de ses plans d'économies, avec un gain de

compétitivité estimé à 36 millions d'euros. Pour 2018, Michelin prévoit une hausse du coût des matières premières entre 50 et 100 millions d'euros. Avec les parités monétaires de janvier 2018, l'effet de change pèserait d'environ 300 millions d'euros sur le résultat opérationnel sur activités courantes. M. Senard a souligné la capacité de l'entreprise à défendre ses marges dans tous les scénarios, lors de la conférence de presse de présentation des résultats. En 2018, "si cela s'avère nécessaire, nous augmenterons nos prix (...) nous protégerons nos marges", a-t-il expliqué. Par activité, le chiffre d'affaires des pneumatiques "tourisme camionnette", qui représente plus de la moitié des ventes, a progressé de 3,1%. La marge opérationnelle de cette branche a diminué à 12,4% des ventes, contre 13,1% en 2016. L'activité poids lourds a pro-

gressé à 6,1 milliards d'euros, pour une marge opérationnelle là aussi en baisse à 8,1% des ventes, contre 9,7% en 2016. Les activités de spécialités (génie civil, agricole, deux-roues, avion) ont progressé de 18,4%, à 3,4 milliards d'euros, avec une marge opérationnelle en hausse à 20,6%, contre 18,6% l'année précédente. "En 2018, les marchés de pneumatiques tourisme, camionnette et poids lourds devraient afficher une croissance modérée", prévoit Michelin. "Les marchés miniers, première monte agricole et première monte génie civil resteront dynamiques". Lors de l'assemblée générale des actionnaires, le 18 mai, la direction proposera un dividende de 3,55 euros. Au 31 décembre, le groupe affichait un endettement financier net de 716 millions d'euros, contre 944 millions d'euros à fin décembre 2016.

UBISOFT

L'éditeur français renforce sa confiance pour l'avenir

L'éditeur français de jeux vidéo Ubisoft a confirmé lundi ses prévisions pour son exercice en cours 2017/18 et l'exercice suivant, et dit sa "confiance renforcée" grâce à un chiffre d'affaires en hausse de 36,8% pour le troisième trimestre clos en décembre. A 725 millions d'euros, l'activité d'Ubisoft, qui fait face aux appétits de Vivendi dans le jeu vidéo, ressort supérieure au consensus des analystes de Factset sur cette période.

Le groupe met cette bonne performance sur le compte de nouveaux jeux comme "Assassin's Creed Origins" et "Mario + Rabbids", ainsi que sur son fonds de catalogue. "Nous avons fait mieux que prévu avec deux jeux (majeurs) et l'an prochain nous en aurons quatre", a noté au cours d'une conférence téléphonique Alain Martinez, le directeur financier, en soulignant "le niveau de confiance renforcé" du groupe.

Sur neuf mois le groupe a vu ses revenus numériques bondir de 75% et ceux-ci sont désormais plus importants que ses ventes physiques de jeux.

Les revenus issus du fonds de catalogue, soit les jeux les plus anciens qui continuent à être exploités grâce à des contenus additionnels, sont en hausse de 31%, contribuant à améliorer la rentabilité du groupe.

Le PDG du groupe, Yves Guillemot, a

salué les progrès des "opérations Live", des événements en ligne créés pour les joueurs après la sortie des jeux, qui aident à dynamiser les ventes numériques et celles du fonds de catalogue.

Par ailleurs, la nature de plus en plus récurrente de l'activité donne au groupe plus de temps pour peaufiner ses nouveaux lancements, a-t-il noté.

Ubisoft avait ainsi annoncé en décembre repousser la sortie de trois jeux, dont deux ("Far Cry 5" et "The Crew 2") devaient sortir au début de l'année calendrier 2018, et qui devraient voir leurs ventes comptabilisées dans le prochain exercice.

"Ubisoft est ainsi parfaitement positionnée pour atteindre ses objectifs 2017/18 et 2018/19", a noté le responsable dans un communiqué.

Le groupe a confirmé son objectif pour l'année 2017/18 d'un chiffre d'affaires de quelque 1,64 milliard d'euros et d'un bénéfice opérationnel (aux normes non-IFRS) d'environ 270 millions d'euros.

Au quatrième trimestre, Ubisoft table sur un chiffre d'affaires de 449 millions d'euros, soit une baisse de 30% par rapport au chiffre d'affaires de la même période un an plus tôt qui avait été gonflé par les lancements de "Ghost Recon Wildlands" et "For Honor".

Pour l'exercice à venir 2018/19 le groupe

confirme également qu'il compte porter son chiffre d'affaires à 2,1 milliards d'euros avec un bénéfice opérationnel non-IFRS à environ 440 millions.

Ubisoft s'est fixé de nouveaux objectifs lundi avec un objectif de vente de 23 millions d'unités de ses jeux à plus gros budgets (les jeux AAA) sur l'exercice à venir, contre 28 millions vendus précédemment, et un chiffre d'affaires issu des ventes numériques représentant 60% du chiffre d'affaires total.

Le groupe veut aussi développer la pratique de l'e-sport basé sur son jeu "Rainbow Six", en espérant pouvoir monétiser à l'avenir ces compétitions de jeux vidéo.

Vivendi, premier actionnaire du groupe avec quelque 27% du capital et 29% des droits de vote, avait indiqué en novembre ne pas envisager d'offre publique d'achat (OPA) sur Ubisoft ni d'en acquérir le contrôle, "dans les six mois à venir".

Ubisoft "n'a pas eu de nouvelles depuis novembre" de Vivendi a précisé Alain Martinez.

La famille fondatrice Guillemot, qui détient quelque 16% du capital et 21% des droits de vote, se bat pour conserver l'indépendance du groupe face à son premier actionnaire.

LECTRA

Les résultats augmentent en 2017

Le groupe français Lectra, spécialisé dans les logiciels et systèmes de découpe de matériaux, a vu ses résultats augmenter l'année dernière, mais revu lundi son objectif de marge à moyen terme en invoquant des effets de change.

Selon les données publiées lundi, le bénéfice net a augmenté de 10% l'an dernier, à 29,3 millions d'euros, tandis que le chiffre d'affaires a progressé de 7%, à 277,2 millions d'euros (+8% à données comparables).

La marge opérationnelle est ressortie à 14,2%, soit une diminution de 0,1 point.

Lectra, qui prévoyait notamment dans son plan 2017-2019 un taux annuel de marge opérationnelle courante de 15%, a toutefois revu ses ambitions.

Il vise désormais à la place "une croissance du résultat opérationnel équivalente ou supérieure à celle du chiffre d'affaires", justifiant ce changement par "l'appréciation en 2017 de l'euro contre l'ensemble des devises" et "la volatilité des cours de changes", a-t-il précisé dans son communiqué.

La société affirme néanmoins aborder 2018 "avec des fondamentaux opérationnels plus solides que jamais" et estime que la "principale incertitude porte sur le niveau des commandes et le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes, dans un environnement macroéconomique, géopolitique et monétaire qui demeure incertain".

En 2017, ses résultats, qui "se situent dans les fourchettes d'objectifs", "constituent un nouveau record historique", souligne le groupe.

"Les commandes progressent dans toutes les régions: 14% dans les Amériques, 11% en Europe, 2% en Asie-Pacifique et 20% dans tous les pays du reste du monde", détaille-t-il.

Elle sont en hausse de 15% dans la mode et l'habillement, reculent de 1% dans l'automobile, augmentent de 19% dans l'ameublement et de 1% dans les autres industries.

Lectra proposera un dividende de 0,38 euro par action. Le groupe souligne qu'il n'a plus de dette depuis la fin mars 2015 et que sa trésorerie nette atteint 98,1%, "un niveau également record" qui permettra à Lectra "d'autofinancer son développement interne et externe".

La société, qui a annoncé le 25 janvier l'acquisition de la société italienne Kubix Lab, "confirme son intention de procéder à une ou plusieurs acquisitions ciblées complémentaires en 2018 ou 2019".

Sur le seul quatrième trimestre, le bénéfice net a augmenté de 16%, à 9,2 millions d'euros, et le chiffre d'affaires de 3%, à 71,5 millions d'euros, (+7% à données comparables).

COOPÉRATION
SÉCURITAIRELa
Mauritanie et
l'Espagne
vont la
développer

La Mauritanie et l'Espagne vont développer davantage leur coopération sécuritaire, notamment en matière de surveillance des frontières, a déclaré le ministre espagnol de l'Intérieur, Juan Ignacio Zoido, actuellement en visite en Mauritanie.

M. Ignacio Zoido, qui s'exprimait, lundi, à Nouakchott, au cours d'une réunion avec son homologue mauritanien Ahmedou Ould Abdallah, a souligné "le caractère stratégique des relations bilatérales et la détermination de l'Espagne à continuer son appui à la Mauritanie dans le domaine du contrôle des frontières".

"Les ministères de l'Intérieur d'Espagne et de la Mauritanie développent depuis des décennies une coopération qui peut être décrite comme un modèle, notamment avec la présence, à Nouadhibou, d'un important contingent de la Guardia Civil et de la police nationale qui collaborent de façon étroite avec leurs homologues mauritaniens", a ajouté le ministre espagnol. "Cette collaboration bilatérale orientée d'abord sur la lutte contre l'immigration illégale a été, par la suite, diversifiée et amplifiée dans d'autres domaines tels que la lutte contre le terrorisme, le crime organisé et le trafic de drogues", a-t-il souligné.

Pour lui, "la Mauritanie continue à être le principal partenaire de l'Espagne en matière de lutte contre l'immigration clandestine".

Pour sa part, le ministre mauritanien de l'intérieur a mentionné que la coopération entre les deux pays s'est renforcée depuis la signature, en mai 2015, d'une convention de coopération entre les deux pays.

Dans le cadre de cette coopération, "l'Espagne apporte à la Mauritanie un appui logistique dans le domaine de la formation".

Les efforts consentis par la Mauritanie, en matière de surveillance et de contrôle des mouvements de migrations clandestines, ont, selon les responsables espagnols "largement contribué à réduire le flux migratoire en provenance de l'Afrique subsaharienne à destination de la péninsule ibérique".

MISE EN PLACE D'UNE FORCE D'INTERVENTION ANTI ACRIDIENNE

Un protocole d'accord signé entre la
Mauritanie et la FAO

Un protocole d'accord a été signé lundi matin à Nouakchott entre le gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et la Commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale (CLCPRO), agissant au nom de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) relatif à la mise en place de la Force d'intervention de la région occidentale (FIRO).



Le protocole a été signé côté mauritanien par le ministre de l'Agriculture, Lemina Mint El El Kotob Ould Moma, et côté Commission par son secrétaire exécutif, Dr Mohamed Lemine Ould Hamouni. S'exprimant à cette occasion, la ministre de l'agriculture a souligné que la FAO avait accompagné les efforts de la Mauritanie dans la lutte contre les ravageurs agricoles, en particulier les criquets pèlerins, en fournissant un appui technique et matériel au Centre national de lutte antiacridienne (CNLA), ce qui a épargné au pays et à la sous-région l'invasion de ce ravageur, en particulier au cours de la période 2003-2005. La ministre a rappelé le soutien continu du gouvernement aux

efforts de lutte antiparasitaire, reflétant le grand intérêt qu'accorde Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Abdel Aziz, à l'agriculture.

Elle a expliqué dans ce sens qu'au cours des deux dernières années, la capacité d'intervention dans ce domaine a été renforcée par 13 véhicules 4x4, dont sept pour la lutte antiacridienne et les autres pour la lutte contre les oiseaux granivores. Elle a par la suite ajouté que cette force est composée de 12 équipes pour l'exploration et le contrôle avec 26 véhicules 4x4 équipés pour effectuer différentes tâches, dont 11 seront livrées au CNLA en tant que première phase avant de compléter cette opération à l'horizon 2022 à raison de 3 véhicu-

les par an. La ministre a enfin précisé que cette force permettra de renforcer la capacité du CNLA et les unités de lutte antiparasitaire dans les autres pays membres et de renforcer la coopération et l'intégration entre ces pays dans la lutte contre ce dangereux ravageur. Pour sa part, M. Michael George Hage, Coordonnateur de la FAO pour l'Afrique du Nord, a indiqué que ce protocole d'accord s'inscrit dans le cadre d'un processus engagé depuis la création en 2002 de la CLCPRO et visant à assoir durablement la stratégie de lutte préventive contre le criquet pèlerin et réduire les risques d'invasions du criquet pèlerin en Afrique de l'Ouest et du Nord-Ouest. Il a par la suite souligné que la création d'une Force d'in-

tervention de la région occidentale, dite FIRO, avait été approuvée lors de la réunion des Ministres des pays membres de la CLCPRO en charge de la lutte antiacridienne, qui s'est tenue à Alger le 25 octobre 2016, ajoutant que la base logistique de cette Force régionale antiacridienne a été convenue qu'elle soit positionnée en Mauritanie.

M. George Hage a expliqué que l'objectif de ce protocole d'accord est de prévoir les modalités de coopération entre les deux parties, le Gouvernement de la Mauritanie et la CLCPRO, pour l'établissement et la mise en œuvre de cette Force d'intervention régionale ainsi que la garde de ses véhicules par le Gouvernement mauritanien.

TUNISIE

Des touristes britanniques attendus
ce mercredi

Le voyageur britannique Thomas Cook a repris mardi ses vols vers la Tunisie, près de trois ans après l'attaque qui a fait des dizaines de morts, dont une trentaine de Britanniques, sur une plage de Sousse, en juin 2015. Dans la foulée de cet attentat revendiqué par le groupe Etat islamique, Londres avait recommandé à ses ressortissants de ne plus se rendre en Tunisie, conduisant les principaux tour-opérateurs à y suspendre leurs activités. Le Foreign Office a assoupli sa position l'année dernière et TUI Group, avec lequel voyageaient les victimes britanniques de

l'attaque de 2015, a annoncé qu'il retournerait en Tunisie au mois de mai.

Dans une interview accordée mardi à la BBC, le directeur général de Thomas Cook, Peter Fankhauser, a assuré que toutes les précautions avaient été prises pour assurer la sécurité des touristes qui souhaitent se rendre en Tunisie. "Ce serait idiot de ma part de dire qu'une destination est sûre à 100% mais ce que je peux dire, c'est que nous avons pris notre temps pour prendre la décision de préparer notre offre", a-t-il dit.

Le retour des touristes britanniques vers la destinée Tunisie se confirme après l'allè-

gement par les autorités britanniques des restrictions sur le voyage de leur ressortissant en Tunisie dans le sillage de la série d'attaques terroristes. En effet ce sont 440 touristes qui sont attendus à l'aéroport d'Enfidha emmenés par le voyageur britannique Thomas Cook inaugurant la reprise de la desserte de la Tunisie. Quelque 220 autres atterriront mercredi, a indiqué une source de la délégation du tourisme de Sousse qui précise que le Tour Operator britannique assurera trois vols par semaine en direction de la Tunisie.

35 bureaux d'emploi à l'international sont actifs

Le ministre tunisien de la formation professionnelle et de l'emploi, Fawzi Abderrahmane a fait savoir, lundi, que 35 bureaux d'emploi à l'international sont actifs en Tunisie.

Auditionné, lundi, par la commission des Tunisiens à l'étranger, le ministre a fait savoir que ces bureaux délivrent de faux contrats de travail aux tunisiens qui désirent travailler à l'étranger, notamment, dans les pays du Golfe, ajoutant que son département informe, continuellement, le ministère public et le ministère de l'intérieur des infractions

commises par ces bureaux.

Le ministre a fait savoir que 6 entreprises parmi les 35 actives dans ce domaine, avaient contacté le ministère pour régulariser leur situation, ajoutant que son département a envoyé une correspondance au ministère public pour dénoncer 19 autres entreprises illégales.

Selon les chiffres officiels, le nombre des victimes de ces bureaux qui livrent de faux contrats de travail s'élève à 960 personnes. Cependant, le député, Maher Madhyoub affirme que leur nombre a atteint en 2018, cinq mille personnes.

Fawzi Abderrahmane a ajouté que 50% des victimes d'opérations d'escroquerie qui séjournent, actuellement, au Qatar sont titulaires de diplômes supérieurs dont 45 ingénieurs, faisant remarquer que 70% des 960 Tunisiens ont obtenu des visas par des circuits illégaux contre une somme de trois mille dinars par personne.

Il a annoncé qu'une société Singapourienne va s'installer en Tunisie à partir du 1er avril 2018 dans le but de conclure tous les contrats relatifs aux ressources humaines au profit de l'Etat du Qatar depuis la Tunisie, indi-

quant que 23 entreprises opérant dans le domaine de l'emploi à l'étranger poursuivent leurs activités conformément aux procédures en vigueur.

La Tunisie aspire, selon le ministre, porter à 24 mille le nombre des Tunisiens opérant au Qatar contre 23 mille 200 actuellement.

Le ministère de la formation professionnelle et de l'emploi envisage d'élaborer une loi incriminant l'activité des bureaux d'emploi qui délivrent des contrats de travail fictifs, a-t-il dit.

BREXIT

Les entreprises optimistes malgré des négociations difficiles

Les responsables de grandes entreprises au Royaume-Uni, en Allemagne, France et Espagne, sont plutôt optimistes quant aux conséquences du Brexit, selon une étude du cabinet FTI Consulting, malgré des négociations difficiles.

Un peu moins de 90% des 2.500 responsables seniors de grandes entreprises interrogés par le cabinet s'attendent à un chiffre d'affaires stable ou en hausse dans la première année suivant le départ britannique de l'UE en mars 2019.

Les trois-quarts d'entre eux souhaitent tout de même avoir une vision claire de la façon dont l'UE à 27 et le Royaume-Uni envisagent leur future relation d'ici le mois de juin prochain, un délai crucial pour pouvoir planifier des "changements irréversibles" dans leur stratégie. L'optimisme des entreprises est pour le moins "surprenant", a estimé FTI Consulting. "Alors que tout reste à déterminer sur l'issue finale du Brexit, et que nos résultats montrent qu'il reste beaucoup de choses à mettre en place pour que les entreprises soient prêtes, ce sentiment est-il excessivement optimiste?", s'interrogent les auteurs du rapport. Les deux tiers des entreprises britanniques pensent que le Royaume-Uni gardera la gratuité des droits de douane pour les biens, 59% que la libre-circulation restera de mise et 52% que la Cour européenne de justice de l'UE (CJUE) conservera son autorité. "Les résultats sous-entendent une mauvaise compréhension de la réalité politique", analyse Hans Hack, ancien diplomate néerlandais devenu consultant pour FTI. "Il y aura des gagnants et quelques perdants, en supposant que l'on arrive malgré tout à un accord. Cela pourrait toucher des secteurs assez fortement", prévient-il. L'UE et le Royaume-Uni ont entamé en février leur discussion sur une période de transition d'une vingtaine de mois suivant le Brexit, après avoir trouvé début décembre un premier accord sur les conditions du divorce en ce qui concerne le solde des comptes, les droits des citoyens et la frontière irlandaise. Mais le négociateur de l'UE Michel Barnier a averti vendredi que cette transition n'était "pas acquise" au vu des exigences britanniques. Les deux camps espèrent boucler cette partie des négociations d'ici mars, avant de parler de la future relation, en particulier commerciale. Le Royaume-Uni a d'ores et déjà fait part de son intention de quitter le marché unique et l'Union douanière après le Brexit. L'UE a fait du respect indivisible des quatre libertés de circulation (biens et services, personnes, capitaux) l'une de ses lignes rouges. Les entreprises sont un peu moins optimistes sur l'avenir du "passeport financier" britannique: 71% des sociétés financières britanniques pensent qu'il sera maintenu, mais seulement 59% en Allemagne, 56% en Espagne et 51% en France. Le sondage a été effectué sur internet entre le 4 et le 19 décembre 2017, et a recueilli 2.568 réponses de responsables seniors dans de grandes entreprises au Royaume-Uni (642), en Allemagne (632), en France (646) et en Espagne (648).

K.A.

INFRASTRUCTURES AMÉRICAINES

Trump promet de l'argent mais le prend ailleurs

Donald Trump présente lundi son plan pour rénover les infrastructures américaines vieillissantes en utilisant notamment des ressources financières que les États-Unis consacraient jusqu'à maintenant à la coopération internationale, au Moyen-Orient entre autres.



"Cela va être une grande semaine pour les infrastructures. Après avoir bêtement dépensé 7.000 milliards de dollars au Moyen Orient, il est maintenant temps d'investir dans notre pays", a affirmé le président républicain dans un tweet lundi. L'administration Trump doit esquisser les grandes lignes de son plan d'investissement de 1.500 milliards de dollars sur dix ans en faveur des infrastructures dont un grand nombre, en piteux état, a un besoin urgent d'être rénové.

Mais alors que l'Etat fédéral devrait consacrer 200 milliards de dollars sur la décennie pour améliorer routes, autoroutes, ponts et même construire des réseaux numériques à large bande, la question est de savoir comment les Etats, les collectivités locales et le secteur privé vont être incités à apporter le reste des financements. Cette approche est exactement l'inverse de la façon dont les autoroutes ont été financées sur plusieurs décennies. Le pouvoir fédéral apportait 80% des moyens et les Etats et collectivités locales fournissaient le reste. Une des façons pour l'administration d'encourager l'investisse-

ment local est d'alléger les réglementations et procédures de permis de construire pour les réduire à deux ans alors qu'elles peuvent en prendre aujourd'hui jusqu'à dix. "Le plan du président va éliminer les barrières qui empêchent les projets d'infrastructures d'être développés et gérés efficacement", indique la Maison Blanche.

DÉCRÉPITUDE

Construites pour la plupart entre les années 1950 et 1970, les autoroutes, routes, ponts, voies ferrées, aéroports et autres infrastructures sont en très mauvais état, "en décrépitude" aux dires même du président américain, faute d'avoir été entretenues et modernisées au fil du temps. "Les infrastructures sont de toute évidence une composante essentielle du fonctionnement de notre économie, le succès américain est pour une grande part le résultat d'infrastructures de qualité que nous avons historiquement", a affirmé ce week-end un responsable de la Maison Blanche. Jusqu'à 60.000 ponts présentent actuellement un danger structurel, rappelait lundi sur la radio publique NPR, Ray LaHood, un

républicain, ancien secrétaire aux transports du président Obama. Il affirme que les Etats-Unis qui pendant un temps étaient au premier rang mondial en termes d'infrastructures sont tombés désormais à la 28e place.

Cet ancien ministre doute toutefois que le plan de la Maison Blanche, qui doit encore recevoir l'aval du Congrès, ne parvienne à relancer la rénovation des infrastructures: "une des raisons pour laquelle l'Europe et l'Asie ont un bon système de chemin de fer, c'est parce que le gouvernement s'engage", a-t-il affirmé. Plusieurs Etats commencent à évoquer la nécessité d'imposer sur les routes des péages à tour de bras, avec le risque d'impopularité que cela comporte. C'est une façon de générer un budget dévolu aux transports qui puisse venir compléter l'apport promis par l'administration Trump. En Virginie, dans la banlieue de la capitale Washington DC, un nouveau système de péage électronique dont les prix évoluent avec l'ampleur du trafic, a vu les tarifs grimper à plus de 40 dollars pour un trajet d'une quin-

zaine de kilomètres aux heures de pointe. Devant la levée de boucliers, des mesures sont en discussion pour limiter à 200 dollars par mois le coût de ces péages pour chaque conducteur. Une autre incitation du plan Trump vise à fournir un quart des financements (50 milliards de dollars) d'abord à des projets ruraux dont le choix reviendra aux gouverneurs. "Cela donnera aux Etats la flexibilité nécessaire pour mettre la priorité sur ce dont ont besoin leurs communautés", affirme encore le projet de la Maison Blanche. L'allusion du président Trump, dans son tweet, à couper l'aide internationale au profit des investissements dans les routes et les ponts américains rappelle les souhaits de certains élus comme le sénateur Rand Paul qui avait récemment suggéré de réduire l'aide au Pakistan pour financer les infrastructures.

Ce plan fait partie d'un projet de budget 2019 que la Maison Blanche soumet au Congrès lundi, qui comprend aussi la construction du mur anti-immigration et le projet de privatiser d'ici 2024 la Station spatiale internationale (ISS).

Mustapha S.

CHINE

Envolée des prêts bancaires à un niveau record en janvier

Les banques chinoises ont accordé en janvier cinq fois plus de prêts que le mois précédent, un rebond spectaculaire reflétant le souci de Pékin de soutenir l'activité -- sans renoncer à durcir son encadrement du secteur financier et à endiguer l'endettement du pays. Les établissements bancaires chinois ont accordé en décembre des prêts pour 2.900 milliards de yuans (374 milliards d'euros), un niveau record, contre 584 milliards de yuans en décembre, a annoncé la banque centrale chinoise (PBOC). Le sursaut était attendu, car les établissements se voient octroyer en janvier de nouveaux quotas de prêts pour l'année qui débute, mais ce sommet historique dépasse de très loin les prévisions des analystes. Les banques tendent traditionnellement à gonfler fortement en début d'année les prêts qu'elles accordent -- notamment à de grandes entreprises et sociétés d'Etat -- pour ne pas céder de parts de marché et maximiser leurs bénéfices.

Or, ce phénomène saisonnier a pu être alimenté par la campagne gouvernementale

contre la "finance de l'ombre" non régulée (arsenal d'instruments de crédit et de produits d'investissement prospérant hors des banques), à l'heure où Pékin s'efforce de contenir la dette chinoise et les risques qui y sont liés.

Ce durcissement réglementaire a conduit à reporter vers les prêts bancaires traditionnels des crédits obtenus auparavant auprès de la "finance de l'ombre", estime Yang Zhao, économiste chez Nomura.

Le bond des prêts bancaires est par ailleurs conforme au souci du régime de ne pas étouffer "l'économie réelle" malgré le ralentissement du crédit.

Mais M. Zhao le reconnaît: "Les conditions de liquidités continuent de se resserrer pour l'économie réelle". En clair: les entreprises, surtout les petites et moyennes firmes, font face à des difficultés grandissantes pour se procurer de nouveaux financements.

Julian Evans-Pritchard, analyste du cabinet Capital Economics, confirme: "Si le record des prêts bancaires attire le regard,

(...) ce rebond est plus qu'effacé par un vigoureux essoufflement des autres modes de crédit".

Ainsi, l'agrégat appelé "social financing", une mesure plus large incluant les mécanismes de crédit non régulés, s'est établi à 3.060 milliards de yuans en janvier, contre 1.140 milliards en décembre et en repli de 630 milliards sur un an.

"Le durcissement réglementaire et le resserrement des conditions monétaires continuent de peser sur la croissance du crédit", insiste M. Evans-Pritchard, selon qui la réduction de politiques de soutien à l'économie pénalise déjà l'activité.

A tel point que, selon lui, la PBOC pourrait assouplir sa politique monétaire d'ici quelques trimestres pour renforcer une activité économique à la peine.

Nomura table lui sur un abaissement, au second semestre, des ratios de réserves obligatoires imposés aux établissements, afin de maintenir "un volume suffisant de liquidités" dans le système financier... et prévenir tout grippage.

Kamel A.

ETATS-UNIS

Le Sénat s'attaque à la réforme sur l'immigration

Le sort de près de deux millions d'immigrés se joue à partir de lundi au Sénat américain, qui doit accoucher d'une grande loi sur l'immigration dans l'urgence et dans un climat de tension, sur fond d'ultimatum du président Donald Trump.



PAS FACILE MAIS POSSIBLE'

Ces immigrés sont arrivés illégalement sur le territoire américain avec leurs parents alors qu'ils étaient enfants.

Quelque 690.000 d'entre eux - surnommés "Dreamers" (rêveurs)-- sont protégés de l'expulsion depuis 2012 par un statut précaire, le décret "Daca" de Barack Obama. Les autres ne bénéficient pas de ce programme tout en y étant éligibles.

Mais Donald Trump a abrogé le Daca en septembre 2017 et a donné au Congrès jusqu'au 5 mars pour régler définitivement la question.

"Nous démarrons des discussions très sérieuses sur le Daca aujourd'hui", a affirmé lundi M. Trump, assurant qu'il existait "de grandes chances de voir un accord (...) si les démocrates sont sérieux et le veulent vraiment".

La sécurité aux frontières et la lutte contre l'immigration illégale sont les priorités du président républicain. Il a ainsi promis à de nombreuses reprises de construire un mur à la frontière avec le Mexique, mais a besoin de fonds pour le financer, ce que les démocrates répugnent à accepter. Pour les obtenir, des républicains présentent un projet de loi qui reprend les annonces faites par la Maison Blanche fin janvier et une concession de taille: un processus de naturalisation pour 1,8 million de personnes, qui doit durer 10 à 12 ans sous de nombreuses conditions. Les démocrates demandaient la régularisation des 690.000 "Dreamers".

Mais cette concession répu-

blicaine s'accompagne de contreparties qui hérisseraient une bonne partie de l'opposition: un engagement de financement de 25 milliards de dollars pour la construction du mur et une forte baisse de l'immigration légale (abrogation de la loterie de cartes vertes, fin du regroupement familial élargi). M. Trump souhaite une immigration fondée "sur le mérite". Certains démocrates ne sont pas contre cette immigration au mérite mais estiment que l'administration va trop loin dans les restrictions.

"Il est temps désormais de poursuivre les discussions avec du travail concret pour trouver une solution viable", a affirmé Mitch McConnell, patron de la majorité républicaine au Sénat, en ouvrant la séance.

"La clé est de trouver un pro-

jet de consensus acceptable par un grand nombre de membres des deux partis. Ce ne sera pas facile, mais c'est possible", a estimé Chuck Schumer, chef de la minorité démocrate au Sénat.

Un groupe de 25 sénateurs des deux bords réunis dans une "coalition du bon sens" va ainsi tenter de proposer un texte de compromis.

"Nous avons un défi, que le président nous a donné et nous avons un temps limité, une semaine", a expliqué à la presse le démocrate Dick Durbin. D'ici là, les tractations vont se poursuivre en coulisses.

Le sénateur républicain Jeff Flake s'est dit optimiste. "On pourrait avoir un accord" d'ici là, a-t-il dit, notant que cette limite était "artificielle" car "on a parlé de deux semaines à un moment".

Mais le républicain Tom Cotton, l'un des rapporteurs du texte, a semblé doucher les espoirs de compromis. "Le cadre donné par le président n'est pas une base de négociation. C'est une dernière et meilleure offre", a-t-il lancé. Et le temps presse pour les "Dreamers" qui seront dans l'illégalité à partir du 5 mars, même si un juge fédéral a suspendu la décision présidentielle et la Cour suprême a été appelée à trancher.

'PAS D'AMNISTIE'

Le texte final doit être approuvé par au moins 60 sénateurs sur 100. Mais son avenir est incertain à la Chambre des représentants où la faction républicaine radicale ne veut pas entendre parler de naturalisation.

"J'ai été très claire: pas d'amnistie", a affirmé l'élue républicaine Marsha Blackburn. "Nous ne pouvons pas avoir des individus qui doublent dans la file d'attente ceux qui sont passés par toute la procédure d'immigration légale. Point à la ligne", a-t-elle lancé. Le président de la Chambre, le républicain Paul Ryan, a assuré la semaine dernière que "les deux partis sont vraiment engagés pour trouver une solution au défi du Daca", affirmant que la Chambre présenterait "une solution que le président signera". Le débat s'ouvre alors que l'administration Trump a dévoilé son projet de budget pour 2019, qui prévoit une hausse des crédits pour la sécurisation de sa frontière sud avec des garde-frontières supplémentaires, des centres de surveillance et des drones de surveillance.

Ikrām A.

SCANDALE DE CORRUPTION EN CORÉE DU SUD

Choi Soon condamnée à 20 ans de réclusion criminelle

La confidente secrète de l'ancienne présidente sud-coréenne Park Geun-hye, au cœur du scandale de corruption qui a précipité sa chute, a été condamnée mardi à 20 ans de réclusion criminelle. Choi Soon-sil, 61 ans, est la fille d'un mystérieux chef religieux. Elle fut pendant des décennies une amie très proche de Mme Park au point d'être surnommée "Raspoutine" par les médias pour l'influence qu'on lui prêtait sur l'ancienne présidente. Lorsque le retentissant scandale à tiroirs avait éclaté en 2016 dans la quatrième économie d'Asie, elle avait été conspuée par les manifestants qui réclamaient la tête de la présidente. L'affaire avait trouvé son point d'orgue avec la destitution de Mme Park en mars 2017. Le tribunal du district central de Séoul a reconnu Mme Choi coupable d'abus de pouvoir, de corruption et d'ingérence dans les décisions gouvernementales. Cette condamnation pourrait augurer du sort qui sera réservé à Mme Park, elle-même en procès pour corruption. Quinze des 18 chefs d'accusation pesant sur les épaules de M. Choi sont similaires aux poursuites contre Mme Park.

Elle a tiré profit "de ses liens personnels" anciens avec l'ancienne cheffe de l'Etat pour contraindre de grands groupes

à verser des fonds à des fondations sous son contrôle, a relevé le juge Kim Se-yoon. Au total, elle a accepté 14 milliards de wons (10,5 millions d'euros) de la part de Samsung, le premier conglomérat sud-coréen, et de Lotte, géant de la vente au détail, et s'est "largement mêlée des affaires de l'Etat", a ajouté le magistrat.

'CRUAUTÉ'

Mme Choi n'avait ni titre ni habilitation de sécurité, ce qui ne l'empêchait pas selon l'accusation de se mêler de décisions politiques comme la nomination de ministres ou d'ambassadeurs, et de réécrire les discours présidentiels.

"Au vu de l'étendue des gains matériels obtenus par l'accusée, de la confusion dans les affaires publiques découlant de ses crimes et de la frustration de la population, sa culpabilité est lourde", a-t-il dit, relevant qu'elle n'avait montré aucun signe de repentir.

Mme Choi, vêtue d'un anorak bleu foncé orné d'un badge portant son numéro d'écrou, n'a guère réagi à l'énoncé de la sentence.

Le parquet avait requis une peine de 25 ans d'emprisonnement contre l'amie secrète, "l'alpha et l'omega du scandale".

Un co-accusé, Shin Dong-bin, prési-

dent de Lotte, cinquième "chaebol" sud-coréen comme sont appelés les conglomérats de Corée du Sud, a été condamné à deux ans et demi de prison. Il avait comparu libre et un mandat de dépôt a été prononcé à l'audience.

Un autre co-accusé, Ahn Jong-beom, ancien conseiller de Mme Park, a été condamné à six ans de prison.

Mme Choi avait tout nié en bloc. Elle explique qu'elle n'a jamais cherché à obtenir des avantages personnels et qu'elle essayait d'aider Mme Park dans son travail. Elle accuse aussi le parquet de l'avoir "piégée". Son avocat, Lee Kyung-jae, a annoncé son intention de faire appel, dénonçant une "lourde condamnation à la limite de la cruauté".

Dans un contexte de frustrations économiques et sociales croissantes, Mme Park avait été destituée en décembre 2016 par l'Assemblée nationale, décision confirmée trois mois plus tard par la Cour constitutionnelle.

Cela avait permis du même coup la levée de son immunité présidentielle, son placement en détention provisoire et son inculpation.

Le scandale avait mis au jour les accointances malsaines entre les élites politiques et économiques. Les chaebols,

empires familiaux tentaculaires, sont les moteurs d'une économie sud-coréenne florissante. Des groupes comme Samsung ou Hyundai ont joué un rôle crucial dans le "miracle" économique des années 1960 et 1970 qui a métamorphosé le pays ravagé par la guerre.

La semaine dernière, la justice sud-coréenne a libéré l'héritier de l'empire Samsung, Lee Jae-Yong, jugé dans le même scandale. Sa condamnation a été confirmée en appel mais la peine a été ramenée à du sursis. C'est le troisième membre du clan familial à bénéficier de la clémence des tribunaux.

La cour a jugé mardi que les 3,65 milliards de wons déboursés par Samsung pour payer des chevaux et des équipements d'équitation à la fille de Mme Choi, ainsi que 3,6 milliards versés à une société sous son contrôle, étaient bien des pots-de-vin. Mais, il n'existe aucune preuve que Samsung ait demandé en retour des faveurs politiques, a-t-elle estimé.

Le procès de Mme Park s'étend quant à lui en longueur. Ses avocats ont démissionné collectivement et elle a cessé de comparaître, se disant victime "d'une vengeance politique".

Nawel Z.

COUPE DU MONDE DE SABRE FÉMININ :

'L'avenir sera radieux mais il faut du temps'

Responsables et techniciens de l'escrime algérienne ont prédit un avenir "radieux" pour cette discipline en Algérie à condition de lui laisser le temps essentiel pour s'épanouir, après la prestation de l'équipe nationale lors de l'étape d'Alger de la Coupe du monde de sabre féminin (juniors), clôturée dimanche à la salle Harcha-Hacène.



“**E**n général, nous sommes satisfaits de la prestation des joueuses algériennes lors de cette échéance, en présence des meilleures sabreuses sur la scène mondiale notamment la N.1 de la catégorie, la Mexicaine Natalia Botello et les Italiennes. Nous avons engagé des cadettes pour qu'elles puissent se frotter à des adversaires de renom car notre objectif est de former des joueuses de haut niveau pour les années à venir”, a indiqué le président de la Fédération algérienne d'escrime (FAE), Raouf Bernaoui.

En individuel, l'étape d'Alger a été remportée par la Mexicaine Natalia Botello qui a décroché la médaille d'or suite à son succès en finale devant l'Italienne Geolia Arbino (15-07).

Selon le patron de la FAE, cette compétition a permis de détecter les nouveaux "jeunes talents" dont l'avenir promet beaucoup. "L'étape d'Alger était une occasion pour nous de

découvrir des jeunes talents comme Belkahla Afiane Djaouaher (14 ans) qui a remporté trois victoires lors de la phase de poules, elle qui ne participe que pour la première fois à cette compétition", a ajouté la même source. Sur le parcours de la sabreuse Sarah Boungab Abik, le président de l'instance fédérale s'est dit "déçu" car elle est "doutée mais ne s'entraîne pas régulièrement à cause de ses études". "Abik a un très haut niveau technique mais malheureusement elle s'est éloignée des entraînements car elle est occupée avec ses études à l'université. Nous avons besoin de ses services car elle a du talent", a fait savoir Bernaoui.

Pour sa part, le sélectionneur national de sabre féminin (juniors), Nassim Bernaoui s'est déclaré "satisfait" des résultats obtenus par les Algériennes dans les épreuves individuelles, soulignant que "l'objectif a été atteint".

"Nous sommes satisfaits des résultats réalisés en individuel avec des qualifications au tableau des 32 et des 16. Nous avons aussi de nouvelles joueuses qui ont montré un bon niveau malgré leur élimination dès la phase de poules. Nos sabreuses étaient libres mentalement et ont acquis une expérience certaine en participant à ce tournoi dont

le niveau était équilibré, mis à part celui des Mexicaines et des Italiennes qui sont supérieures", a expliqué l'entraîneur national.

Dans l'épreuve du "par équipes" dominée par la sélection italienne, l'Algérie s'est contentée de la 6e et dernière place.

"Franchement, je suis déçu de cette 6e et dernière place obtenue au classement général. Nous avons pu battre l'Égypte lors du dernier match de classement mais malheureusement nous n'étions pas bien préparés et c'était flagrant sur la prestation de notre équipe", a argué Bernaoui, tout en enchaînant : "Le point positif est que nous avons gagné une équipe que tout le monde respecte désormais. Cette échéance nous a facilité la tâche pour déceler les points négatifs même si un énorme travail nous attend. D'ici à deux ans nous allons dominer le continent africain chez les cadets et les juniors". La majorité des escrimeuses algériennes engagées dans cette compétition ont été éliminées dès le premier tour ou lors des épreuves du tableau des 32, exception faite de Boungab Abik qui a atteint le tableau des 16. Les sabreuses algériennes Izem Houda, Mohamed Belkabar Kaouther, enchechor Naila, Madani Halima et Maaref Sara ont quitté la compétition dès le premier tour, tandis qu'Atrouz

Sara, Belkahla Afiane Djaouaher et Benadouda Chaïma ont été sorties au tableau des 32. Après avoir dépassé le premier tour sans grandes difficultés, l'escrimeuse Boungab Abik a battu lors des épreuves du tableau des 32 sa compatriote Belkahla Afiane Djaouaher sur un score de 15-08, avant de perdre devant l'Italienne Beatrice Dalla Vecchia (15-12).

Par ailleurs, l'Algérie prendra part aux Championnats arabes (sabre / garçons et filles) prévus en Égypte la semaine prochaine et qui sont, selon l'instance fédérale, une étape de préparation pour les Jeux africains de la jeunesse, prévus à Alger au mois de juillet et lesquels constituent "un objectif principal".

Les sabreuses algériennes seront présentes aussi aux Championnats du monde, prévus à Vérone (Italie) le mois d'avril prochain et qui seront qualificatifs aux jeux Olympiques de la jeunesse d'octobre 2018 en Argentine.

L'ITALIE SACRÉE PAR ÉQUIPES

La sélection italienne d'escrime a remporté la médaille d'or par équipes en battant son homologue allemande sur le score de (45-33), dimanche à l'issue des finales de l'étape d'Alger de la Coupe du monde de sabre féminin (juniors), organisées les 10 et 11 février à la salle Harcha-Hacène d'Alger. "Je suis très content pour ce résultat réalisé par nos escrimeuses lors des finales par équipes mais également en individuel ou nous avons arraché une médaille d'argent grâce à Giulia Arpino et Dalla Vecchia Beatrice qui a décroché le bronze.", a déclaré à l'APS, l'entraîneur italien, Fabio Di Lauro. L'entraîneur italien a qualifié le niveau technique de la compétition de "très bon" en présence des athlètes de renommée mondiale, mais aussi des pays qui ont su arracher des médailles

d'or, à l'image de la Mexicaine, Natalia Botello. De son côté, l'entraîneur de la sélection allemande, l'Ukrainien Shturbabin Vadym, a montré sa déception à l'issue de cette finale perdue face aux Italiennes. "Nous avons dominé les premiers instants de la rencontre, mais nous n'avons pas su préserver notre avantage et les Italiennes, nettement organisées par rapport à nous, ont rapidement pris le score en leur faveur. Malgré cette défaite, je suis satisfait de cette deuxième place.", a-t-il ajouté.

Par ailleurs, la majorité des escrimeuses algériennes engagées dans cette compétition ont été éliminées dès le premier tour ou lors des épreuves du tableau des 32, exception faite de Boungab Abik qui a été proche de créer une surprise. Les sabreuses algériennes Izem Houda, Mohamed Belkabar Kaouther, Benchechor Naila, Madani Halima et Maaref Sara ont quitté la compétition dès le premier tour, tandis qu'Atrouz Sara, Belkahla Afiane Djaouaher, Benadouda Chaïma furent éliminées lors des épreuves du tableau des 32. Après avoir dépassé le premier tour sans grandes difficultés, l'escrimeuse Boungab Abik, a battu lors des épreuves du tableau des 32 sa compatriote Belkahla Afiane Djaouaher sur un score de (15-8), avant de perdre lors des épreuves du tableau des 16 devant l'italienne Beatrice Dalla Vecchia sur un score de (15-12). La compétition par équipes a vu la participation de six nations, en l'occurrence l'Algérie, la Belgique, l'Égypte, l'Allemagne, l'Italie et la Tunisie. L'Algérie a pris part à ce rendez-vous à avec neuf escrimeuses, il s'agit Sarah Boungab Abik, Benchechor Naila, Maaref Sara, Benadouda Chaïma, Mohamed Belkabar Kaouther, Atrouz Sara, Madani Halima, Izem Houda Afef Kenzy et Belkahla Afiane Djaouaher.

LUTTE/CHAMPIONNAT D'AFRIQUE:

37 médailles dont 16 en or pour l'Algérie, "une performance historique"

Les sélections algériennes de luttes associées (cadets, juniors, seniors et féminine) ont remporté 37 médailles (16 or, 10 argent et 11 de bronze), lors des championnats d'Afrique qui ont pris fin dimanche soir à Port Harcourt au Nigeria, "une performance historique jamais réalisée par la lutte algérienne", souligne la Fédération algérienne des luttes associées (FALA). La sélection algérienne seniors messieurs (gréco-romaine) avait clôturé le rendez-vous africain avec sept médailles (5 or, 1 argent et 1 de bronze), alors que son homologue féminine s'est contentée d'une médaille d'argent. Chez les messieurs, les cinq médailles d'or ont été l'œuvre de Fergat Abdelkrim (55 kg), Abdennour Laoui (60 kg), Akrem Boudjemline (77 kg), Adem Boudjemline (87 kg) et Hamza Haloui (97 kg). Bachir Sid Azara (82 kg), champion d'Afrique en titre et médaillé de bronze juniors aux derniers championnats du monde de Macon (France), a pris l'argent en perdant en finale face à l'Égyptien, Ahmed Hacem Aly Mahmoud (4-2). Son coéquipier Ishak Ghaiou (67kg) a pris le bronze. En lutte féminine (seniors),

Kheira Chaimaa Yahiaoui (50 kg), championne d'Afrique en titre, s'est contentée de la médaille d'argent, tandis que Fouzia Aouissi Chaimaa (59 kg), a perdu de justesse son combat pour le bronze face à la Sénégalaise, Safietou Goudiaby (2-1). "Les lutteurs de la gréco-romaine ont confirmé une nouvelle fois leur suprématie sur le plan continental en allant chercher sept médailles dont cinq en or, une performance historique pour la lutte algérienne par rapport aux précédentes éditions. C'est le fruit de longues années de travail et de sacrifices, en attendant d'autres consécration sur les plans mondial et olympique. Je remercie les staffs technique, administratif et médical qui ont travaillé dur pour la concrétisation de nos objectifs.", a déclaré à l'APS, le président de la FALA, Rabah Chebah.

En lutte libre (seniors messieurs), la sélection algérienne a décroché trois médailles de bronze, grâce à Abdelhak Kherbache (57 Kg), Fares Lakel (65 Kg) et Chems Eddine Bouchaib (70 Kg). Les deux derniers lutteurs ont remporté l'or chez les juniors. Dans la catégorie des juniors (garçons et filles), 13 médailles (6

or, 4 argent et 3 bronze) ont été décrochées par les représentants algériens. Les six médailles d'or ont été l'œuvre de Mohamed Fardj (97 Kg), Fares Lakel (65 Kg) et Oussama Abdellaoui (79 Kg) en lutte libre et de Mourtaqa Naanaa (55 Kg) et Abdeljebbar Djebbari (60 Kg) en lutte gréco-romaine ainsi que de Lina Khelal (62 Kg) en lutte féminine. Quatre médailles d'argent ont été également remportées par les lutteurs algériens, Salah Eddine Kateb (57 Kg), Kouceila Anis Sadouki (61 Kg) en lutte libre et par Amar Moumen (72 kg) en lutte gréco-romaine, alors que Amel Hemmiche (65 Kg) a pris l'argent chez les filles. Lyes Boukhors (70 Kg) en lutte gréco-romaine, Abdelmalek Merabat (63 Kg) et Amet Sadou (67 Kg) en lutte libre ont pris le bronze. De son côté, la sélection algérienne des cadets (lutte libre) avait décroché six médailles (2 or, 2 argent et 2 de bronze). Les deux médailles d'or ont été l'œuvre d'Oussama Laribi (55 kg) et Benferdjallah Fateh (80 kg), alors que les deux en argent ont été décrochées par Nour El Islam Bouras (110 kg) et Achraf Djezzar (60kg). Les deux médailles de bronze ont été rempor-

tées par Mohamed Benmehiriz (48 kg) et Chouaib Abderrahmane Sahrroui (65 kg). Ils se sont également distingués en lutte gréco-romaine, en remportant cinq médailles (3 or, 1 argent et 1 de bronze). Les trois médailles d'or ont été décrochées par Mohamed Yacine Dridi (48 Kg), Fadi Rouabah (80 Kg) et Ahmed Abdelhakim Merikhi (60 Kg), alors que la médaille d'argent a été l'œuvre d'Omrane Cherrad (45 Kg). Bassim Sbaa (71 Kg) a décroché le bronze. Les cadettes algériennes se sont également distinguées en décrochant deux médailles (1 argent et 1 de bronze). La médaille d'argent a été l'œuvre de Souad Malek Bouksir (53 Kg), alors que Chaimaa Kaddour (57 Kg) a pris le bronze. Quarante-six athlètes des sélections algériennes des luttes associées cadets, juniors et seniors (garçons et filles) ont pris part au rendez-vous africain de Port Harcourt (Nigeria). Lors des derniers championnats d'Afrique 2017 (cadets, juniors, seniors et féminine) organisés à Marrakech au Maroc, les sélections algériennes avaient décroché 36 médailles (14 or, 15 argent et 7 bronze).

EQUIPE NATIONALE / PRÉPARATION :

La Tanzanie et l'Iran au menu des Verts en mars

L'équipe nationale de football disputera deux matchs amicaux en mars prochain face à son homologue tanzanienne, le 22 mars au stade du 5-juillet d'Alger, et l'Iran le 27 mars à Graz (Autriche), a annoncé ce lundi la fédération algérienne (FAF) sur son site officiel.



Mondial 2018 en Russie (14 juin - 15 juillet) en compagnie également de l'Espagne et du Maroc.

AZIZ BOURAS RÉSILIE SON CONTRAT AVEC LA FAF

L'entraîneur des gardiens de but de la sélection algérienne Aziz Bouras a résilié son contrat avec la Fédération Algérienne de Football (FAF) après un accord à l'amiable entre les deux parties.

Sur sa demande, Aziz Bouras a rencontré en fin d'après-midi, le président de la fédération, Kheireddine Zetchi et le manager général de la sélection, Hakim Medane pour "faire le point" avec eux sur "la situation" et leur annoncer par la même son "désir de rompre la relation de travail avec la fédération pour des raisons purement personnelles" a-t-il indiqué.

national Rabah Madjer et ses assistants, Meziane Ighil et Djamel Menad, pour évoquer le programme de préparation des sélections nationales A et A'. Par ailleurs, l'équipe nationale des joueurs locaux effectuera un

stage du 24 au 28 février à Sidi Moussa. Outre l'Iran, l'équipe nationale jouera un match amical face à un autre mondialiste en juin prochain, le Portugal à Lisbonne. L'Iran et le Portugal figurent dans le groupe B au

EQUITATION :

Des séances de travail pour promouvoir les sports équestres

Le ministre de la jeunesse et des sports, El Hadi Ould Ali, a annoncé, dimanche à Tiaret, la tenue prochaine de réunions de travail de coordination avec les différents acteurs pour la promotion et l'accompagnement des sports équestres. Dans une déclaration à la presse, en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya de Tiaret, le ministre a souligné que son département accorde, conformément aux instructions du Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, un intérêt particulier aux sports équestres, en œuvrant à sa promotion et son développement. Dans ce cadre, il a annoncé que des séances de travail seront bientôt tenues aussi bien au niveau ministériel et que de la wilaya. El Hadi Ould Ali a exprimé le soutien de son département aux initiatives des jeunes et associations activant dans ce domaine comme il a appelé les jeunes à prôner la réconciliation nationale et à défendre l'unité du peuple et l'État, affirmant qu'il a senti, à travers sa rencontre avec les jeunes de la wilaya de Tiaret, leur profond attachement au pays et à son unité. Par ailleurs, le ministre s'est engagé, lors de sa visite au centre équestre de Chaouchaoua à soutenir la pratique de ce sport, en collaboration avec la fédération algérienne d'équitation (FAE) en soulignant la néces-

sité de fournir un soutien financier aux deux associations sportives activant dans le domaine de l'équitation au niveau dans la wilaya. Sur place, il a assisté à une exhibition de chevaux ayant obtenu des titres nationaux dans les épreuves d'endurance et saut d'obstacles. Le ministre a rappelé que le secteur de la jeunesse et des sports de la wilaya de Tiaret a bénéficié de 135 projets d'une valeur de 5,5 milliards DA lors des trois derniers quinquennats sous l'égide du Président Abdelaziz Bouteflika. Lors de sa tournée, El Hadi Ould Ali a inauguré une auberge de jeunes à Ain D'hab pour un coût de 60 millions DA. Elle dispose d'une capacité de 70 lits en plus de structures juvéniles et sportives. Il a également visité une salle polyvalente

dans cette collectivité et rencontré des responsables d'écoles de handball, de football et de karaté. Au chef-lieu de wilaya, le ministre s'est enquis des travaux de réalisation du stade municipal de football de Hai Keramane et a visité la maison de jeunes Ahmed Benferhat, où il a rencontré des champions d'Algérie d'équitation et de boxe. Enfin, il a inspecté le stade de football Gaid Ahmed en cours de travaux d'aménagement et rencontré des responsables de l'équipe de la JSM Tiaret. Toujours au chef-lieu de wilaya, le ministre a visité deux projets de réalisation d'une piscine semi-olympique et un lycée sportif, en plus du stade municipal et le projet de la piscine semi-olympique de Rahouia.

... Aït Lounis s'adjuge le grand prix de la ville de Relizane

Le cavalier Aït Lounis Brahim, affilié au club équestre de Zéralda (Alger), montant "Soury Pierre", a remporté le grand prix de la ville de Relizane du concours national de saut d'obstacles, qui a pris fin samedi soir au Centre équestre Ahmed-Benbella. Le cavalier Aït Lounis a signé un beau parcours sans faute en deux manches avec un chronomètre de 82 secondes devant Fethi Souan, du club hippique de Relizane et Bentabet Hassan du club Moughit d'Oran. Le grand prix juniors a été remporté par Lina Boutekjiret du club équestre de Zéralda tandis que le prix cadets est revenu au jeune cavalier Rif Ilyes du club Tadj d'Aïn Defla. Onze épreuves se sont déroulées lors de cette manifestation équestre de trois jours, organisée par le club équestre de Relizane en collaboration avec la Fédération équestre algérienne (FEA). Ces épreuves ont réuni 70 couples cavaliers-chevaux des catégories cadets, juniors et seniors de 1er et 2e degrés sur des montures âgées de 4 et 6 ans. Treize clubs équestres du pays y ont pris part.

FUTSAL

Le Portugal sacré champion d'Europe

Le Portugal a remporté son premier titre de champion d'Europe de futsal, en s'imposant à Ljubljana (Slovénie), en finale face à la sélection espagnole 3-2 (après prolongations).

La star portugaise Ricardinho a ouvert le score après 59 secondes de jeu à peine. En seconde période l'Espagne égalise par le biais de Tolra et passe devant grâce à un but de Lin, mais

Bruno Coelho a arraché les prolongations.

Le même joueur revient dans la deuxième partie des prolongations pour offrir à la "Selecao" son premier titre de champion d'Europe de football en salle.

Ricardinho, qui malgré s'être blessé gravement durant le match, a été élu meilleur buteur et meilleur joueur de la compétition.

L'Espagne, tenante du titre et double championne

du monde, compte 7 trophées à son actif et ne s'était inclinée qu'une seule fois en finale, en 1999, face à la Russie aux tirs au but.

A l'inverse, les Portugais prennent leur revanche après leur défaite en finale en 2010 (2-4) face aux mêmes voisins ibériques.

Les Russes, champions d'Europe en 2001 et finalistes en 2005, 2012, 2014 et 2016, ont pris la médaille de bronze.

CHAMPIONNATS D'AFRIQUE SUR PISTE:

12 médailles dont 4 en or

pour les Algériens

La sélection algérienne de cyclisme (juniors et élite) a décroché 12 médailles (4 or, 3 argent et 5 bronze) aux Championnats d'Afrique sur piste, achevés samedi à Casablanca au Maroc. Le meilleur a été l'oeuvre de Yacine Chalal (scratch élite) et du jeune coureur Youcef Boukhari qui a réussi le pari d'arracher trois médailles d'or, obtenues aux épreuves de scratch, du keirin et au sprint (juniors). Grâce à ses résultats, Yacine Chalal sera présent aux Championnats du monde, prévus du 28 février au 4 mars aux Pays-Bas et en Coupe du monde, prévue au mois de novembre en France, en compagnie de Zineddine Tahri. De son côté, Boukhari a été à la hauteur de la confiance placée en lui par les responsables de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC) et son entraîneur national, Abdelbasset Hannachi. L'enfant d'Oued Tlélat (Oran) a également pris deux médailles d'argent au kilomètre juniors et sur la course aux points juniors. Une médaille d'argent a été aussi décrochée au sprint par l'équipe élite, composée d'Ayoub Kerar, Mohamed Bouzidi et El-Khacib Sassane. Les médailles de bronze sont l'oeuvre de Mohamed-Amine N'hari sur la course aux points juniors, El-Khacib Sassane sur le kilomètre élite, l'équipe du sprint juniors (Youcef Boukhari, Abdeladjalil Djilali et Sedik Bengani) ainsi que l'équipe de poursuite élite (Smail Lallouchi, Abderahmane Karim Hadjbouzidi, El-Khacib Sassane et Mohamed Bouzidi). Sous la direction de l'entraîneur national Hannachi, 11 coureurs algériens (sept seniors et quatre juniors) ont pris part aux Championnats d'Afrique sur piste à Casablanca.

LIGUE 1 :

La FIFA menace l'ES Sétif

La Fédération internationale de football association (FIFA) aurait adressé une lettre au club algérien de l'ESS selon Echourouk, lui demandant de payer son dû à un joueur franco-ivoirien ayant saisi la FIFA. La FIFA a sommé le club Sétifien par une lettre, à payer le joueur Franck-Olivier Madou sous peine de voir des sanctions lui être imposées. Le règlement de la FIFA est clair à ce sujet, si le club ne paye pas son joueur avec qui il est en conflit, il se verra enlever 06 points au classement général en championnat, comme ce fut le cas de l'USM Bel Abbès. Si le club persiste à ne pas payer après un délai connu, il pourrait même se voir reléguer en ligue 2. L'attaquant franco-ivoirien, Franck Olivier Madou, arrivé lors de la saison 2013/2014 n'a disputé que deux matchs au sein du club des Hauts Plateaux.

LIGUE DES CHAMPIONS EUROPÉENNE :

Programme des 1/8e de finale

Hier :
Juventus (ITA) - Tottenham Hotspur (ENG)
FC Bâle (SUI) - Manchester City (ENG)

Aujourd'hui :
Porto (POR) - Liverpool (ENG)
Real Madrid (ESP, tenant) - Paris (FRA) :
20 février :
Chelsea (ENG) - Barcelona (ESP) :
Bayern (GER) - Be'otika? (TUR)
21 février :
FC Séville (ESP) - Manchester United (ENG)
Shakhtar Donetsk (UKR) - Roma (ITA)
NB : tous les matches à 20h45, sauf Besiktas-Bayern à 18 heures.

5000 PLUS DE 5000 ENFANTS soldats ont été libérés en 2017 grâce à l'engagement international de mettre fin au recrutement et à l'utilisation des enfants dans les conflits armés, mais des dizaines de milliers sont toujours recrutés, selon des statistiques de l'ONU publiées lundi.

SALON INTERNATIONAL DES TRANSPORTS ET DE LA LOGISTIQUE

Zaâlane donne le coup d'envoi de la 5^{ème} édition

Le ministre des Travaux publics et des Transports, M. Abdelghani Zaâlane, a donné lundi à Alger le coup d'envoi de la 5^{ème} édition du Salon international des transports, de la logistique et de la mobilité "Algeria infrastructure 2018".



Cette manifestation économique, qui se tient du 12 au 14 février au Palais des expositions (Pins maritimes), regroupe une centaine d'exposants nationaux et étrangers venant des Pays-Bas (invité d'honneur), d'Afrique du Sud, de Chine, de France et de Suisse.

Des entreprises nationales relevant du secteur des transports et des infrastructures de transport étaient même présentes à ce salon, tels l'Entreprise du métro d'Alger (EMA), la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), l'Entreprise Aéroport d'Alger, l'Etablissement public de transports urbain et suburbain (ETUSA) et les entreprises portuaires respectives de Ghazaouet, Mostaganem, Oran, et

Tenes. Lors d'un point de presse tenu à l'issue de l'inauguration du salon en compagnie de l'ambassadeur des Pays-Bas à Alger, le ministre a indiqué que le transport et la logistique sont des secteurs "vitaux" et fortement "liés" ayant un "rôle décisif" dans l'instauration de la dynamique économique, l'amplification des échanges commerciaux et donc l'augmentation de la production et l'amélioration du taux de croissance. Le développement de ces deux volets aujourd'hui, a-t-il ajouté, a contribué à l'amélioration du classement de l'Algérie dans le domaine de la logistique, et ce, grâce à certains projets importants entrant dans le cadre du programme du président de

la République, Abdelaziz Bouteflika. Ces projets comptent, selon lui, la modernisation et l'élargissement des ports commerciaux, le raccordement des ports aux moyens de transports, le raccordement des zones industrielles et des zones d'activité et de nombreuses entreprises de production au réseau ferroviaire, la réalisation des centres de fret au niveau des aéroports ainsi que l'ouverture du transport aérien et maritime aux marchandises pour les opérateurs nationaux. "Ces projets, entre autres, visent à réaliser les objectifs que s'est fixé le département qui sont la réduction des charges logistiques de 35% à 15% à l'horizon 2025", a-t-il avancé.

Ceci a pour but l'augmentation de la compétitivité des opérateurs nationaux à travers un meilleur mouvement des marchandises, contribuant ainsi à la baisse des coûts de production et à l'amélioration du pouvoir d'achat et du niveau de vie des citoyens, a-t-il considéré.

D'autre part, le renforcement des services de logistique et le développement des transports aérien et maritime et leurs interactions influera positivement sur le coût de production des biens et services et sur les conditions de leurs transports et leur distribution, a-t-il ajouté.

Le secteur des travaux publics et des transports poursuit son programme à travers le renforcement et la mise à niveau des infrastructures portuaires notamment, avec le lancement du projet du Port-Centre d'El Hamdania et sa plateforme logistique et 3 zones industrielles, entre autres, a fait valoir M. Zaâlane.

Il a également cité la réalisation des projets de développement pour les stations de conteneurs au niveau d'Alger, d'Oran, de Mostaganem, de Djendjen et d'Annaba et les plateformes spéciales pour le transport de minerais à Arzew et Annaba.

A noter que 4.000 visiteurs professionnels à la recherche d'opportunités d'échanges et de partenariat sont attendus à cette manifestation économique.

Par ailleurs, des conférences sur des thématiques connexes aux domaines des transports et de la logistique seront animées en marge de la manifestation, à savoir des conférences portant "transport ferroviaire", "transport maritime et logistique" et "transport et logistique".

M. N.

R. N.

INVESTISSEMENT AGRICOLE

L'importance du partenariat entre opérateurs algériens et espagnols soulignée

Lors d'une rencontre réunissant des opérateurs économiques algériens et espagnols spécialisés dans le domaine de la production agricole et de l'agroalimentaire, la responsable de la promotion des investissements de l'agence espagnole de développement extérieur Axtanda de la région d'Andalousie, Blanca Crispo Martinez, a souligné, lundi à Mostaganem, l'importance du partenariat entre opérateurs algériens et espagnols dans le domaine commercial et de l'investissement agricole.

Mme Crispo Martinez a estimé, lors d'une rencontre réunissant des opérateurs économiques algériens et espagnols spécialisés dans le

domaine de la production agricole et de l'agroalimentaire, que les perspectives de partenariat entre la région d'Andalousie et Mostaganem en matière d'utilisation des technologies modernes en agriculture et dans les industries alimentaires et de transformation seront fructueuses et utiles pour les deux parties.

La responsable espagnole a souligné qu'une délégation d'opérateurs économiques espagnols composée de 11 membres et représentant divers créneaux séjourne à Mostaganem pour nouer des liens avec leurs vis-à-vis de Mostaganem dans la perspective de créer des sociétés mixtes versées dans les domaines

agricole et industriel. Cette rencontre a vu la participation de 24 opérateurs économiques de Mostaganem, spécialisés dans les semences, les produits phytosanitaires, l'emballage, l'aviation, la transformation de viandes blanches, l'horticulture, ainsi que des représentants de bureaux de consulting et l'université de Mostaganem.

Le SG de la Chambre de l'agriculture de la wilaya de Mostaganem a fait part, de son côté, de son souhait de voir ces rencontres bilatérales donner lieu à des sociétés réussies, à l'exemple de la ferme pilote algéro-espagnole de production de fruits de Fornaka.

Il a également souligné que les relations direc-

tes entre opérateurs permettront de mieux connaître les expériences des deux parties et de la valeur ajoutée que peuvent apporter les sociétés espagnoles au marché national. Il a également évoqué les avantages et les opportunités de coopération bilatérale, notamment dans les domaines de maîtrise à distance des opérations de production, l'économie de l'eau, la qualité des produits, l'utilisation des engrais et des produits phytosanitaires.

Cette rencontre a été suivie de visites de la ferme-pilote de Fornaka et d'autres exploitations de la vallée de Sirat, de Sidi Fellag, dans la commune de Sayada.

L. O.

Post scriptum

Par B. Chellali

Le développement, la croissance, la cohésion sociale sont trois sujets repris constamment dans le débat économique actuel à divers échelons. Une démarche politique qui constitue un problème de réflexion pour les partenaires économiques, sociaux et la société civile en association avec les pouvoirs publics pour discerner ensemble sur les graves problèmes que traverse actuellement le pays. Le sujet est d'actualité, complexe et très controversé. D'actualité d'abord parce qu'il pose, sous un angle social, les questions à résoudre dans l'immédiat pour éviter une certaine anarchie, voire une contagion, empêcher la manipulation. Tous ces facteurs, réunis ou pris séparément, rendent difficiles les conditions dans lesquelles se poursuivra l'effort de développement surtout si on ajoute à ces facteurs les effets de la crise économique mondiale, la persistance de la chute des prix du baril de pétrole sur le marché mondial qui ne connaîtra probablement pas de répit à court terme. Complexe ensuite, car il s'agira de faire et de

Que d'aucuns ne se trompent surtout pas d'adversaire...

créer les conditions favorables qui allègeront la pression de ces facteurs. Il est nécessaire que toutes les précautions, les prévisions soient faites et que toutes les mesures soient prises pour parer à toute éventualité. Controversé ensuite, parce le problème, et dans la conjoncture actuelle, impose la poursuite d'un effort soutenu de développement et quiétude socio-politique qui permettra d'envisager la suite avec confiance, car cela doit conduire nécessairement et logiquement à une profonde "restructuration" des mentalités et des comportements.

Le respect des lois de la République, la citoyenneté et l'effort permettront d'atteindre les objectifs imposés par ces conditions difficiles que traverse le pays. Mais il ne faut pas que d'aucuns exagèrent le rôle de l'autorité de l'Etat dans cette bataille autour de la cohésion nationale. Les facteurs cités plus haut engendrés par l'existence d'une campagne continue de déstabilisation, par l'existence d'incitation au désordre, ne seront résolus que par une âpre lutte de la société algérienne en prise avec cette campagne qui vise le fra-

cas de l'Algérie. Le problème fondamental est donc le suivant : entre les mains des Algériens.

Les solutions d'apaisement s'étant révélées inadéquates, seule voie de la rigueur permettra de mettre fin à cette situation que tout un chacun déplore. C'est donc la recherche et l'affermissement de la loi au-dessus de tous, une volonté politique au service exclusif du peuple qui sont attendus pour la maîtrise d'une situation pour le moins explosive jusqu'ici. Le rôle des politiques, des syndicalistes et des membres de la société civile est de travailler avec les pouvoirs publics pour pouvoir mettre en place les conditions et les moyens de sortie de cette crise.

La symbiose recherchée aura de fait pour objectif d'organiser les rapports sociaux et politiques dans le cadre d'un espace de dialogue et de concertation singulièrement orienté vers une expression politique reflétant l'émancipation de la société algérienne loin des visées politiciennes. Cela veut dire que : sur le plan socio-politique, cet espace de dialogue et de concertation doit procéder à un

discernement profond des réalités afin de trouver les solutions conformes à l'intérêt général et national, le tout ayant pour objectif l'unité nationale, la stabilité de l'Algérie, la justice sociale et la poursuite du développement économique. Développement, croissance et cohésion sociale.

La formulation exacte doit être trouvée mais là n'est pas la question. Le problème essentiel est que la situation actuelle que traverse l'Algérie sur plan économique, financier, social, voire politique est loin d'être trouvée tant les efforts de l'Etat sont paralysés par les tensions en vogue du front social, par un champ politique aux abois et une coalition parlementaire loin de s'impliquer dans les faits essentiels du moment. Cette somme d'exigences demande des solutions immédiates, énergétiques et dans tous les domaines et cela n'échoit pas seulement au rôle et mission des pouvoirs mais de tout le monde y compris la classe politique dans son ensemble. Et que d'aucuns ne se trompent surtout pas d'adversaires....

B. C.